INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 302 - JUIN 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 302

Viandes bovines
- Jeunes bovins
  - France
    - Le marché s'allège
  - Europe
    - Des signes de lourdeur
- Femelles
  - France
    - Abattages en retrait et hausse des importations
  - Europe
    - Dynamiques contrastées à travers l'Europe
- Maigre
  - Marché ferme grâce à une offre limitée
- Veaux de boucherie
  - Vers un été difficile
- Veaux nourrissons
  - Cours bas malgré le creux des naissances

Lait de vache
- Collecte laitière
  - En hausse dans l'UE, en recul dans l'hémisphère sud
- Marché des produits laitiers
  - Le rééquilibrage se poursuit

Viande ovine
- France
  - La cotation française continue de reculer
- UE et monde
  - Les exports néozélandais chutent vers l'UE

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre - France
  - Un marché domestique dynamique
- Viande caprine
  - Un marché du chevreau bien orienté à Pâques

Deux Dossiers Économie de l'Élevage sur les marches mondiaux du lait et de la viande

Dynamiques contrastées…

Les dynamiques des marchés bovins viande demeurent contrastées. Le maigre continue de profiter du manque d'offre. En femelles finies, malgré des abattages globalement modestes, les tendances divergent à travers l'UE. De même le marché du JB est contrasté selon les pays et les types raciaux. Enfin, la production de veaux (gras comme nourrissons) reste dans la difficulté.

A noter que la Pologne continue de souffrir du dernier scandale qui a entaché son industrie : les marchés y sont globalement déprimés.
En France, l'offre limitée en broutards soutient les cours. Il en est de même pour le jeune bovin. Ce n'est plus le cas pour les femelles où la progression des prix observée depuis plusieurs semaines a fléchi début juin. Les marchés des veaux sont toujours en berne.

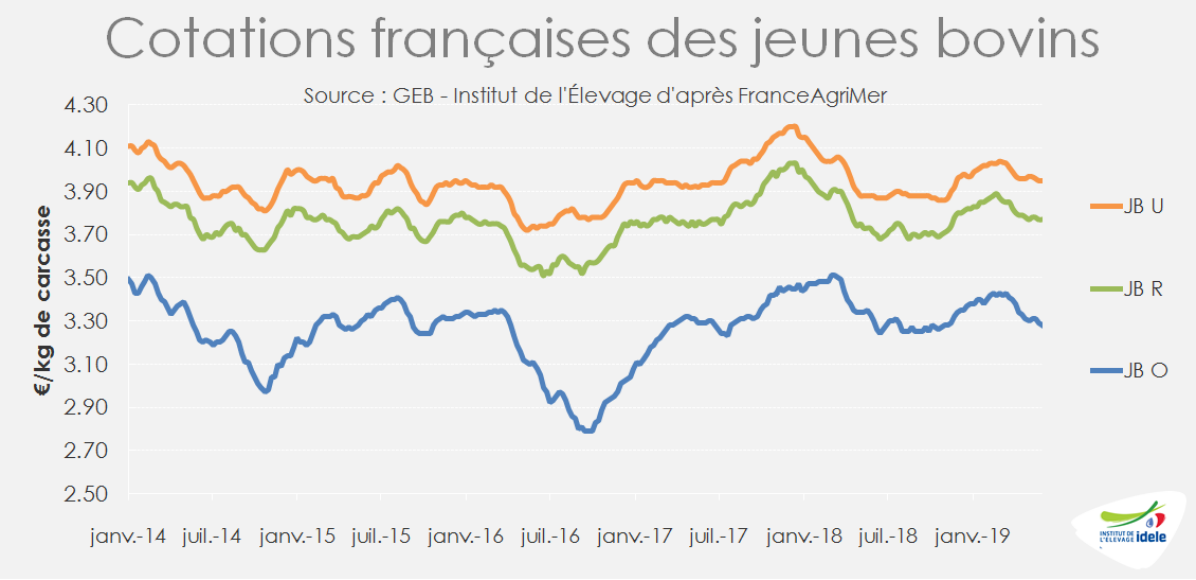
Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

Le marché s'allège

La baisse des sorties de jeunes bovins en France permet au marché de s'alléger. Les cours restent supérieurs à ceux des années précédentes.

Les cours ont bien résisté à la baisse saisonnière

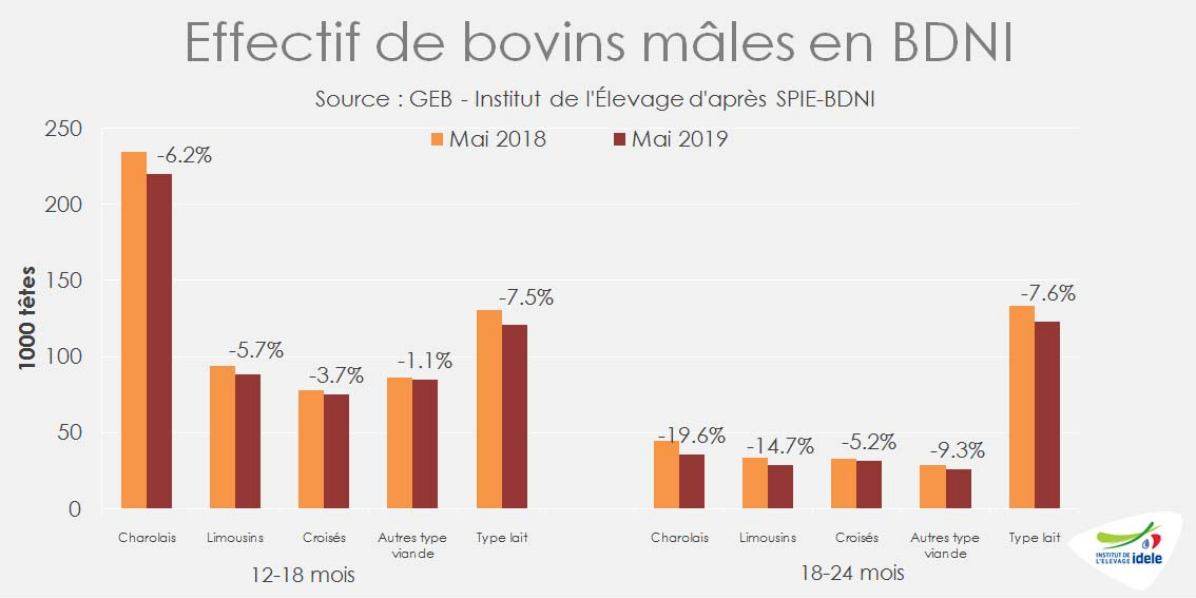
Grâce à une offre restreinte et au bon maintien des prix en Italie, les cours des JB français ont assez bien résisté à la baisse saisonnière. Le JB U n'a perdu que 2 centimes au cours du mois de mai pour se stabiliser à 3,95 €/kg de carcasse début juin. Le JB R est resté stable à 3,77 €/kg. Tous deux restent au-dessus des niveaux des années précédentes (+2% /2018 ; +1% /2017). Le JB O a un peu plus de mal à se maintenir, à 3,28 €/kg début juin (-1% /2018 et =/ 2017). Il pâtit sans doute de la lourdeur du marché allemand (voir l'article JB en Europe).



Abattages contenus et stocks au plus bas

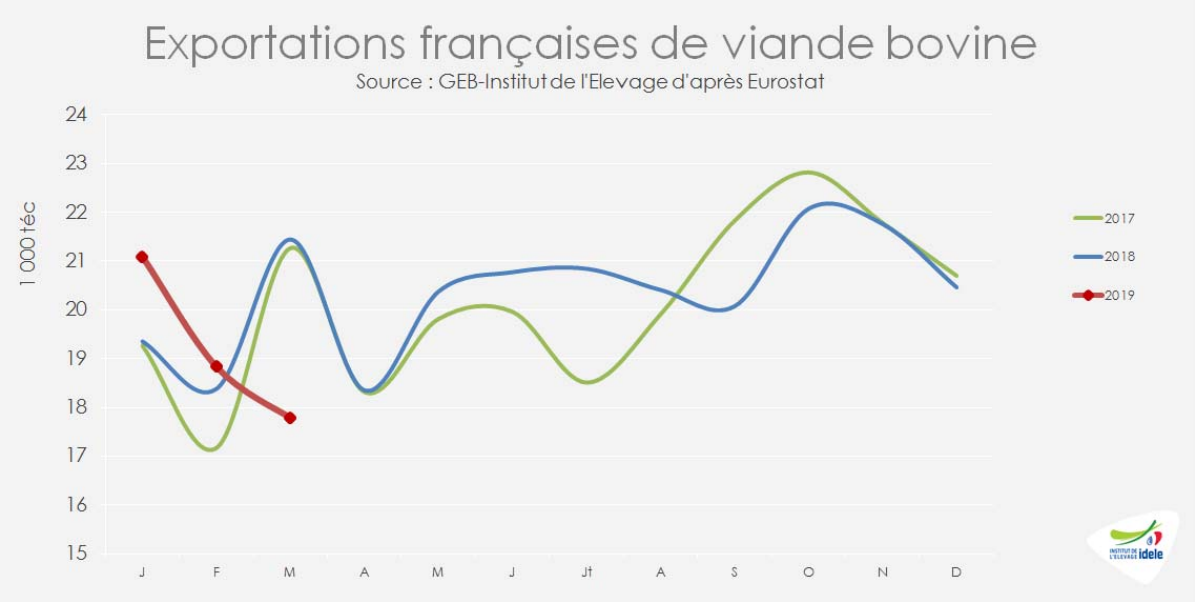
Sur les 5 dernières semaines connues (n° 19 à 23), les abattages de JB de type viande étaient en baisse de 6% par rapport à 2018 et ceux de JB de race laitière en baisse de 5%. Ceci est dû à la baisse des effectifs de mâles dans les exploitations françaises. Au 1er mai, la BDNI enregistrait des baisses prononcées dans les effectifs de mâles de 1 à 2 ans, que ce soit en race laitière (-28 000 ou -10%) ou en race à viande (41 000 ou -7%).

Par ailleurs, la baisse de l'âge à l'abattage (-4 jours en JB laitiers et -5 jours en race à viande d'un an sur l'autre) témoigne de l'allègement du marché.



Contre-performance des exportations de viande bovine en mars

Les exportations de viande bovine ont plongé en mars (-17% à 18 000 téc), en raison notamment de la forte baisse des abattages de JB en France mais aussi du différentiel de prix entre le France et l'Allemagne. Sur le premier trimestre, les volumes expédiés ont totalisé 58 000 téc (-2% /2018 et = /2017), dont 48 000 téc de viande réfrigérée. L'Italie (-10% à 17 000 téc) et l'Allemagne (-7% à 11 000 téc) ont significativement réduit leurs achats. A l'inverse, la Grèce les a augmentés (+8% à 11 000). Les expéditions vers la Belgique ont fortement progressé, mais elles sont en partie liées au rachat d'un abattoir français par un groupe belge et à des échanges transfrontaliers de vif et de viande.



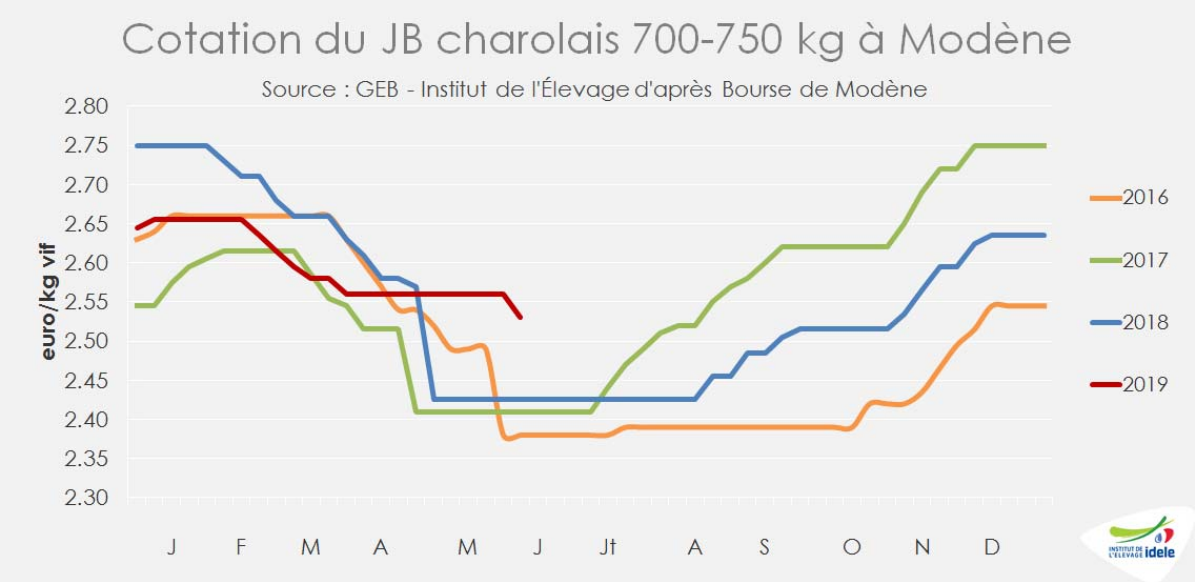
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Des signes de lourdeur

Entre une demande allemande atone et des volumes supplémentaires en Espagne et en Irlande, le marché européen du jeune bovin est plutôt lourd. Les prix polonais continuent de subir les effets du scandale de fin janvier. Après s'être bien maintenus en Italie, les cours ont repris leur baisse saisonnière début juin.

ITALIE : reprise de la baisse saisonnière des cours à l'approche de l'été

En **Italie**, la baisse saisonnière des cours a marqué le pas en avril et mai avant de redémarrer début juin, les grossistes et distributeurs anticipant la fin de l'année scolaire. Les cours restent à des niveaux supérieurs à ceux des années précédentes. Le JB charolais de 700-750 kg à Modène cotait 2,53 €/kg vif début juin (+4% /2018 ; +5% /2017) et le JB limousin 2,76 €/kg (+1% /2018 ; +4% /2017).

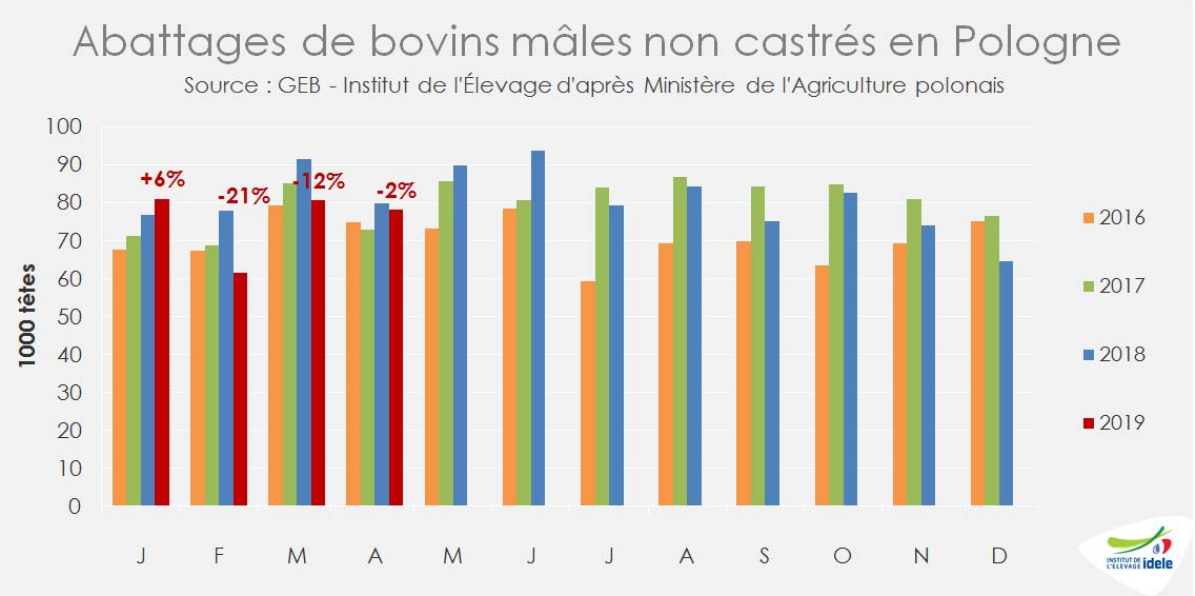


L'offre modérée en Italie et les sorties de JB en net recul en France ont permis jusque-là de maintenir les prix des animaux les mieux conformés. Par ailleurs, le maintien de la consommation semble entretenir l'optimisme des opérateurs. Sur les 2 premiers mois de l'année, les achats des ménages de viande bovine ont progressé de 2% par rapport à 2018 d'après le panel Nielsen.

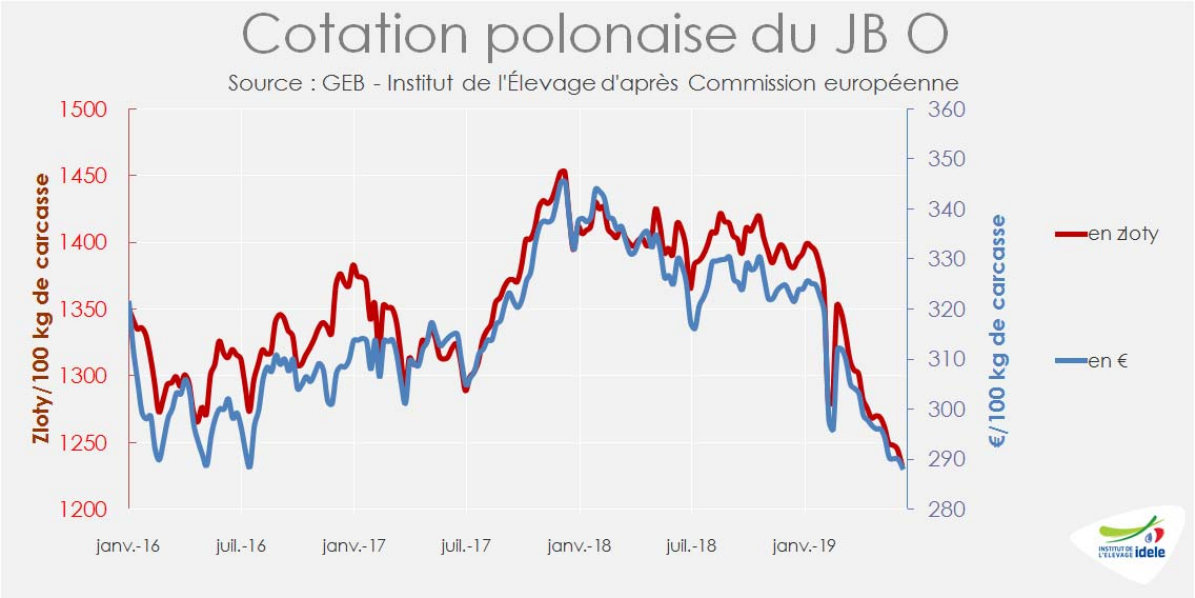
Enfin, le scandale ayant éclaté en Pologne fin janvier a conduit à une baisse des achats de viande polonaise (-8% /2018 en février), qui a contribué à alléger le marché italien.

POLOGNE : Les scandales sanitaires provoquent d'importants retards d'abattages

Le scandale sanitaire de la viande polonaise issue de vaches malades, qui a éclaté fin janvier, a provoqué une chute brutale de la demande européenne pour la viande polonaise. En conséquence, les abattages de taurillons ont fortement chuté en février en **Pologne** (-21% /2018), sans pour autant se redresser par la suite (-12% en mars et -2% en avril). Le recul d'abattages cumulés sur ces 3 mois atteint -29 000 têtes, alors même que la production était attendue en hausse puisque l'enquête cheptel de décembre enregistrait un bond de 6% des effectifs de mâles de 1 à 2 ans (ou + 54 000 têtes).



Le retard d'abattage est donc loin d'être résorbé et les prix à la production ne cessent de dégringoler. La cotation du JB O polonais est tombée à 2,88 €/ kg de carcasse début juin (-13% /2018 ; -8% /2017).

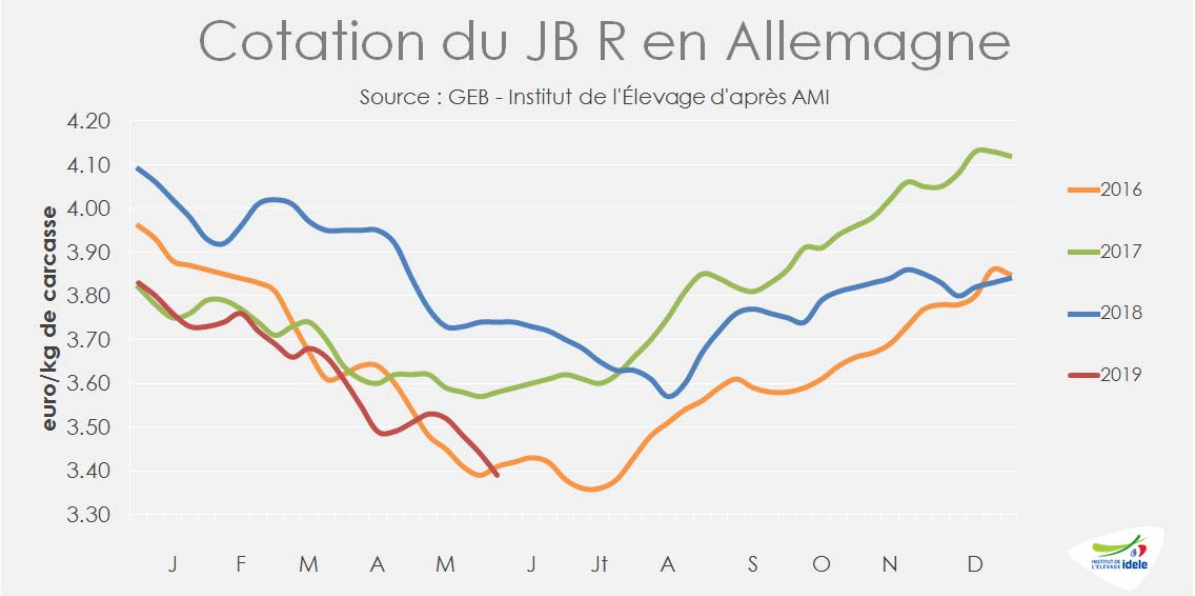


Sur le mois de février, soit juste après le scandale, les exportations polonaises de viande bovine réfrigérée ont chuté de 24% /2018, à 19 200 téc, dont 5 700 téc vers l'Italie (-8%), 3 200 téc vers l'Allemagne (-9%), 1 600 téc vers l'Espagne (-32%) et 1 300 téc vers les autres pays de l'Est (-42%).

ALLEMAGNE : demande atone, prix sous pression

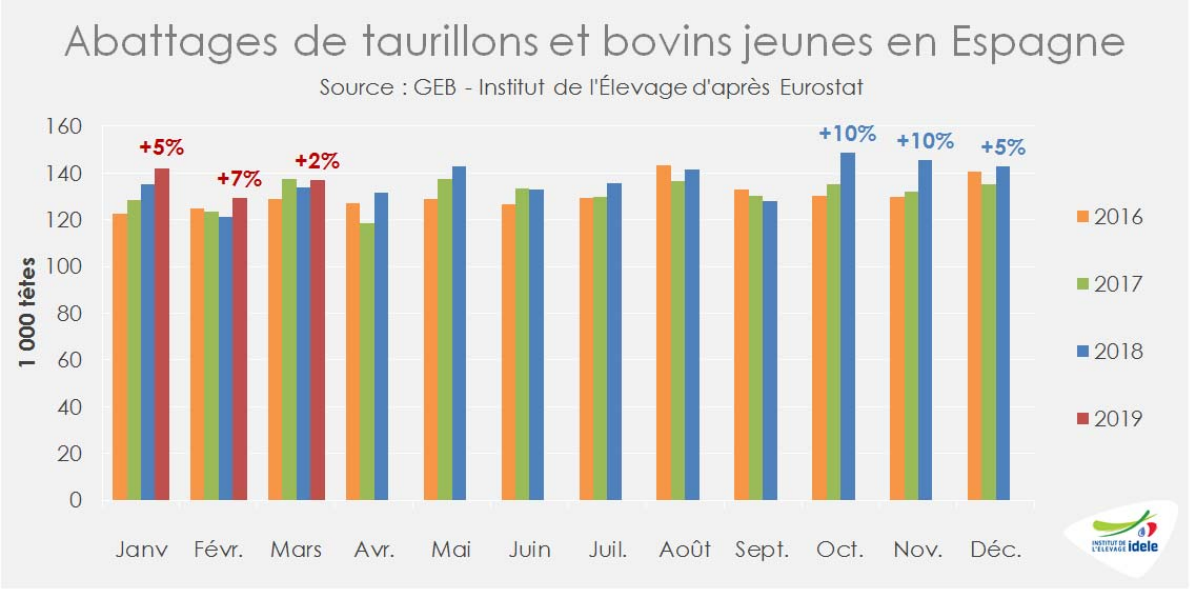
En **Allemagne**, la demande n'est pas au rendez-vous et ce depuis le début de l'année. Ainsi, alors que l'offre est modérée (sur les 8 dernières semaines finissant fin mai, les abattages de taurillons étaient stables par rapport à 2018 et en retrait de 6% par rapport à 2017), le marché manque de fluidité. Des stocks se sont accumulés dans les frigos des transformateurs, mais également dans les ateliers d'engraissement où les sorties ont pris du retard.

Les prix sont donc sous pression et la baisse saisonnière est particulièrement prononcée. Sur le mois de mai, les cotations ont perdu 14 centimes pour tomber 9% sous leur niveau de 2018 fin mai, à 3,45 €/kg pour le JB U, 3,39 €/kg pour le JB R et 3,21 €/kg pour le JB O.



ESPAGNE : la hausse des abattages fait pression sur les prix

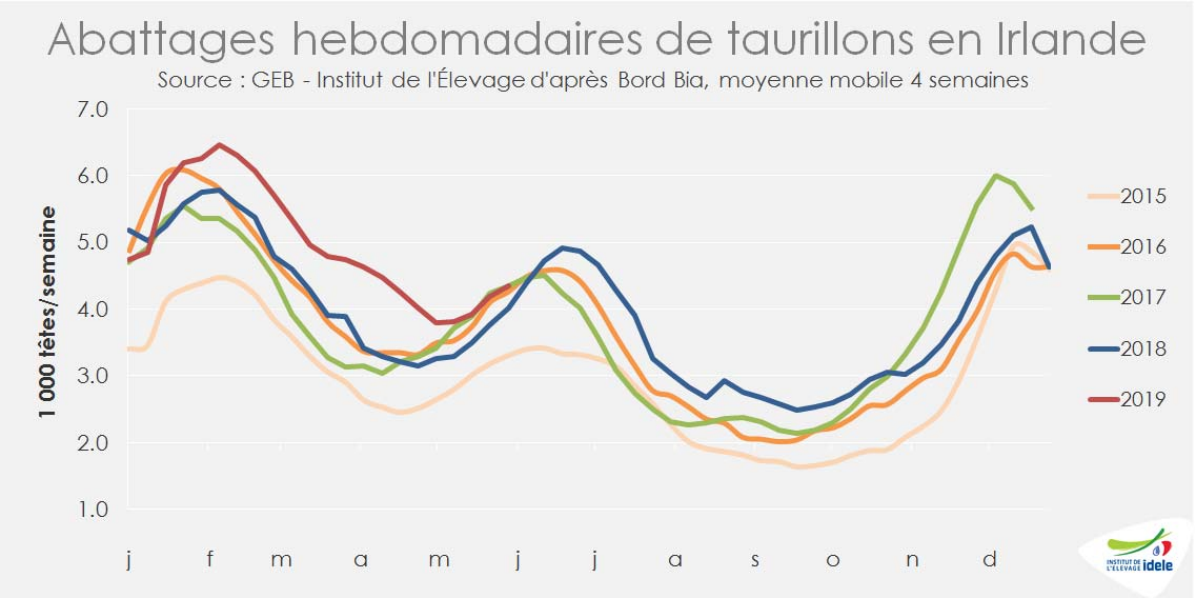
En **Espagne**, la dépréciation de la livre turque et l'arrêt des ventes de bovins finis à la Turquie ont provoqué une forte hausse des abattages nationaux à partir de l'automne. Après avoir progressé de 8% au dernier trimestre 2018, les abattages de taurillons et de bovins de 8-12 mois ont progressé de 5% au 1er trimestre 2019, à 408 000 têtes.



La production abattue supplémentaire (+6 000 téc sur les 2 premiers mois de l'année) a été intégralement exportée sous forme de viande réfrigérée ou congelée (+6 000 téc expédiées en janvier-février ou +24% /2018), ce qui alourdit encore un peu le marché européen du jeune bovin. La cotation du JB R espagnol est ainsi sous pression, à 3,73 €/kg de carcasse fin mai (-5% /2018).

IRLANDE : Forte hausse de production, prix dégradés

En **Irlande**, la production de taurillons est en hausse. La perspective du *Brexit* a en effet encouragé de nombre producteurs à diminuer la production de bœufs, principalement destinée au marché britannique, au profit de celle de taurillons, destinée aux marchés d'Europe du Sud. Ainsi, sur les 22 premières semaines de l'année, les abattages de taurillons ont bondi de 19%.



Par ailleurs, de nombreux animaux, toutes catégories confondues, sont sortis de façon anticipée au 1er trimestre, la peur du *Brexit,* qui devait initialement avoir lieu le 29 mars, ayant poussé les opérateurs à abattre les animaux pour que la viande puisse être exportée avant cette date. Ceci a conduit à un surplus d'offre important qui a exercé une forte pression sur les prix des bovins irlandais. Les cours remontent depuis fin avril, mais restent à de bas niveaux par rapport aux années précédentes : 3,74 €/kg pour le JB R (-8% /2018) et 3,53 €/kg pour le JB O (-9%).

Viandes bovines » Femelles » France »

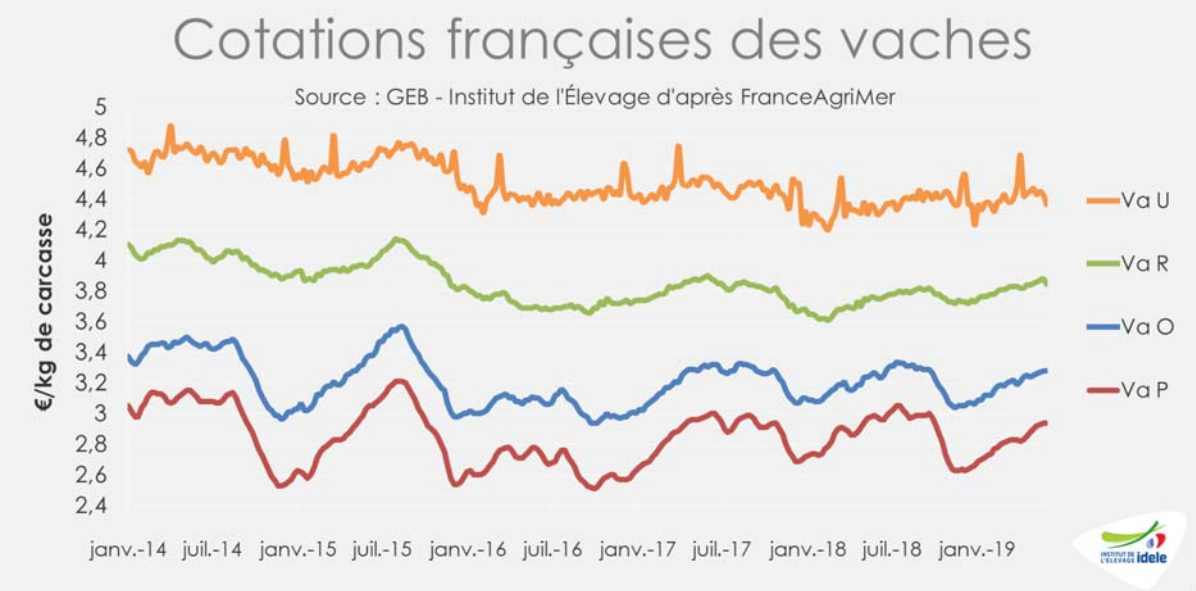
Abattages en retrait et hausse des importations

La progression des prix observée depuis plusieurs semaines a fléchi début juin, notamment pour les animaux les plus conformés. Cette évolution pourrait être passagère alors que l'offre demeure limitée. La consommation de viande bovine résiste en avril après avoir reculé au 1er trimestre. Sur cette dernière période, les importations ont globalement progressé.

Les cotations marquent le pas début juin

Alors que la timide progression des cours était quasiment continue depuis le début de l'année, les cours des vaches ont marqué le pas début juin (semaine 23), notamment pour les meilleures conformations.

La cotation de la vache U a perdu 10 centimes en quatre semaines (-2%) quand celle de la vache R est restée stable. A respectivement 4,37 €/kg de carcasse (+2% /2018 ; -4% /2017) et 3,85 €/kg (+3% /2018 et -1% /2017) en semaine 23, les cotations se situent à des niveaux intermédiaires entre les deux années précédentes.



Les cours des vaches P et O poursuivent leurs remontées timides malgré le ralentissement observé. Sur les quatre dernières semaines et dans un marché où les disponibilités sont plus faibles, la cotation de la vache P a repris 4 centimes (+1% /2018). A 2,94 €/kg de carcasse en semaine 23, elle reste inférieure aux niveaux des deux années précédentes (-1%/ 2018 et -2% /2017). La vache O s'est appréciée de 3 centimes (+1%) sur la même période (+1%/ 2018 et -1% /2017).

Cette inflexion dans les courbes pourrait être passagère : elle semble liée aux fortes chaleurs de la fin mai qui ont pu limiter la consommation. En effet, les abattages restent en retrait.

Les abattages de femelles toujours en retrait

D'après les données hebdomadaires de Normabev, les effectifs de vaches abattues sont à nouveau en retrait sur les 5 dernières semaines connues englobant le mois de mai (semaines 18 à 22). Sur la période qui compte pourtant un jour ouvré de plus qu'en 2018, la baisse des abattages a atteint près de 2 000 vaches allaitantes (-3% /2018) et 500 vaches laitières (-1% /2018). Les abattages anticipés au second semestre 2018 et la contraction générale du cheptel allaitant limitent les abattages.

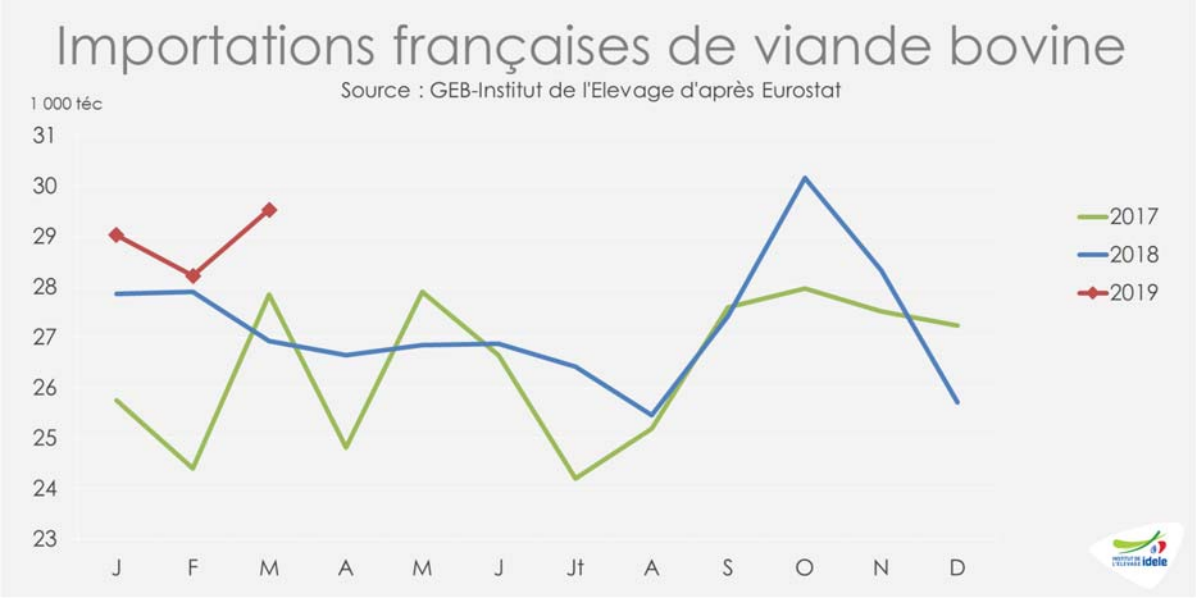
La consommation des ménages résiste en avril

Alors que les achats de viande bovine des ménages en boucherie et en GMS ont sensiblement diminué sur le premier trimestre 2019, ceux-ci sont stables en volume en avril. D'après les données du panel KANTAR, la consommation des ménages a même progressé en valeur (+2% /2018). Les volumes de viande piécée écoulés ont progressé (+0,8% /2018) alors que ceux de viande hachée fraîche ont suivi le chemin inverse (-3,5% /2018). Ces deux segments ont cependant tous deux progressé en valeur.

Sur le 1er trimestre, la consommation française de viande bovine, calculée par bilan par le SSP, s'est effritée (-1% / 2018 à 390 000 téc) malgré un bon mois de mars (+1% /2018).

Les importations ont nettement progressé sur le 1er trimestre

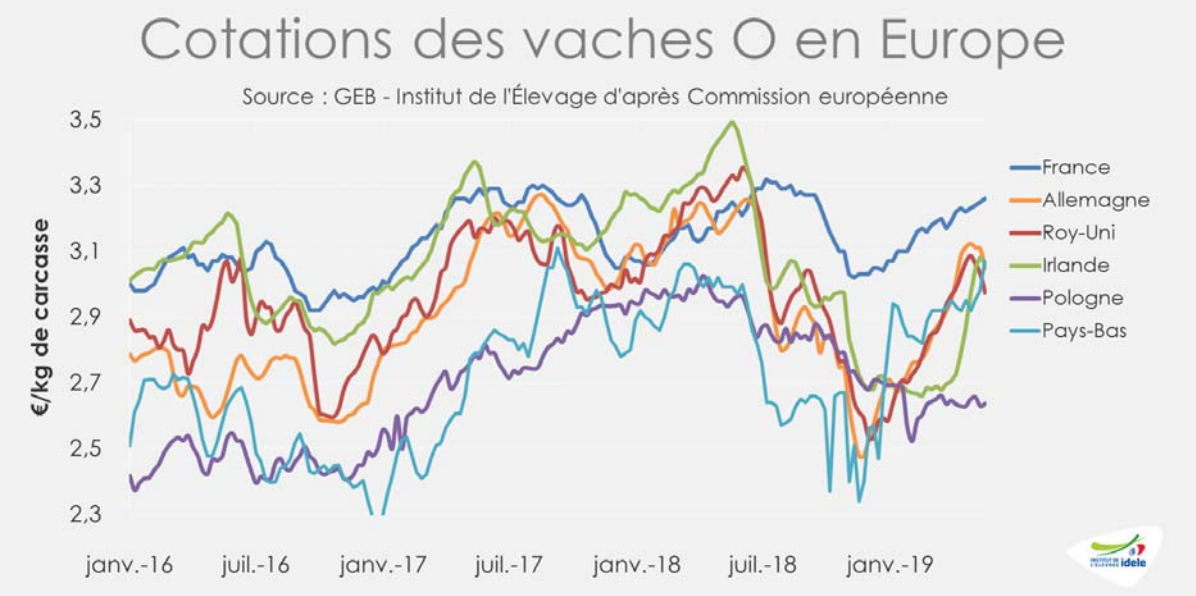
En parallèle, alors que les exportations ont reculé sur le premier trimestre, les importations de viande bovine sont reparties à la hausse (+5% /2018 et +11% /2017 en volume, à 87 000 téc). A noter que parmi les principaux fournisseurs de la France, seuls les envois depuis l'Allemagne (-7% /2018) et la Pologne (-18% /2018) sont en net replis. Les importations depuis l'Allemagne souffre d'un manque de disponibilités post-sécheresse quand celles depuis la Pologne ont clairement subi les effets du scandale de fraude à la vache malade de janvier dernier. A noter la progression des importations depuis l'Irlande (+17% /2018), où la production a été très élevée au 1er trimestre en anticipation du *Brexit* et où les opérateurs tentent de diversifier leur clientèle.



Viandes bovines » Femelles » Europe »

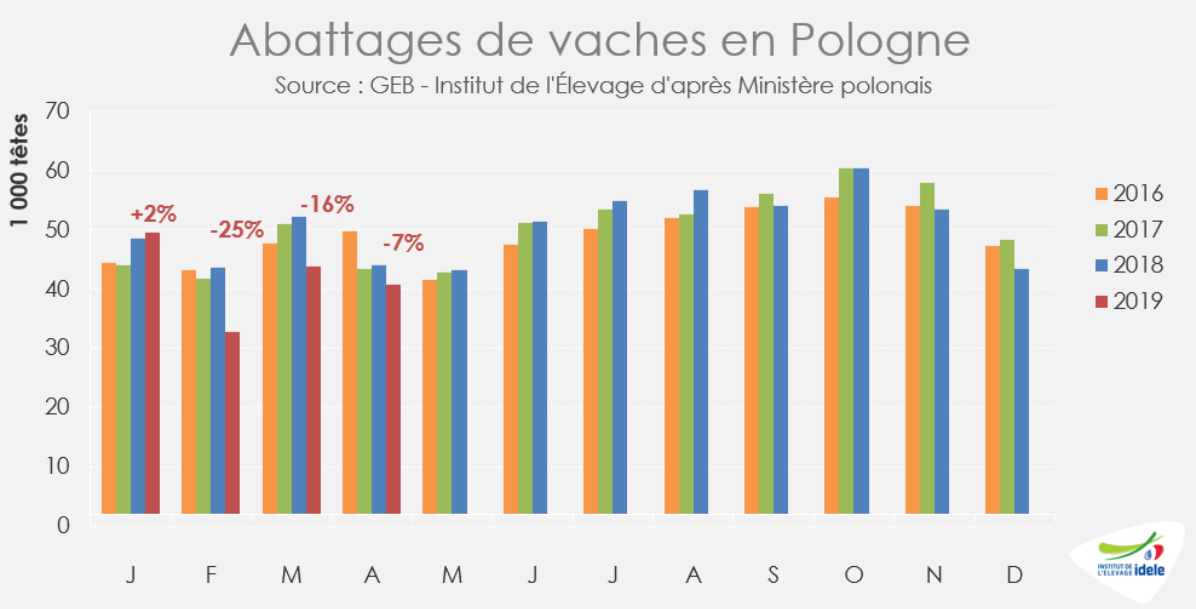
Dynamiques contrastées à travers l'Europe

Les évolutions des marchés des vaches en Europe sont contrastées alors que les abattages demeurent globalement modestes. L'Irlande voit ses cours continuer de progresser quand ils flanchent en Allemagne et au Royaume-Uni face à une plus faible demande de la transformation. Le marché polonais reste toujours à part : il peine à se relever des effets des divers scandales sanitaires.



POLOGNE : le marché continue de souffrir des effets du scandale de fraude

En Pologne, le marché des réformes est toujours très perturbé par le scandale de fraude à la vache malade dévoilé en janvier dernier. D'après les données du Ministère de l'agriculture polonais, les abattages de vaches ont continué de refluer en avril (-7% /2018), pour le troisième mois consécutif. En cumul depuis le début de l'année, ce sont près de 25 000 vaches en moins qui ont été abattues (-11% /2018).

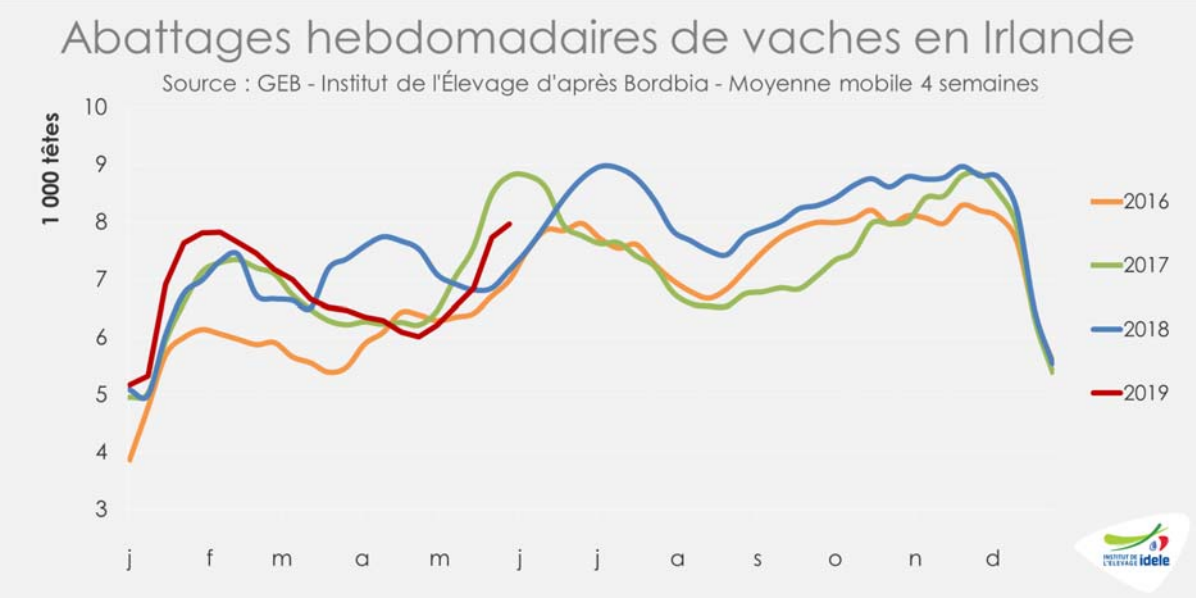


La fraude de janvier dernier s'est traduite par une demande européenne plus faible en viande polonaise : les abattoirs ont notamment limité les tueries face au repli de la demande de la transformation. Sur les deux premiers mois de 2019, les exportations polonaises ont chuté à 67 000 téc (-7% /2018 et -2% /2017), avec un mois de février en berne (-14% /2018). La baisse concerne la quasi-totalité des destinations.

Les prix peinent donc à progresser. En mai, la cotation de la vache O est restée stable à 2,63 €/kg de carcasse. Soit un niveau nettement inférieur aux cotations des deux années précédentes (-11% /2018 ; -5% /2017). Les prix pratiqués en Pologne sont désormais inférieurs à ceux pratiqués chez ses principaux concurrents. Le récent scandale de faux steaks hachés distribués à des associations humanitaires n'aidera pas les prix polonais à se relever.

IRLANDE : progression des prix et hausse mesurée des abattages

En **Irlande**, les abattages de vaches avaient atteint un niveau record sur l'année 2018 et au début de 2019. Alors que la situation semblait redevenue normale courant mars-avril, les tueries sont reparties à la hausse. D'après l'indicateur hebdomadaire publié par Bord Bia, le nombre de vaches envoyées à l'abattoir sur les quatre dernières semaines s'établit à un niveau intermédiaire entre les effectifs deux dernières années (+13% /2018 et -9% /2017).



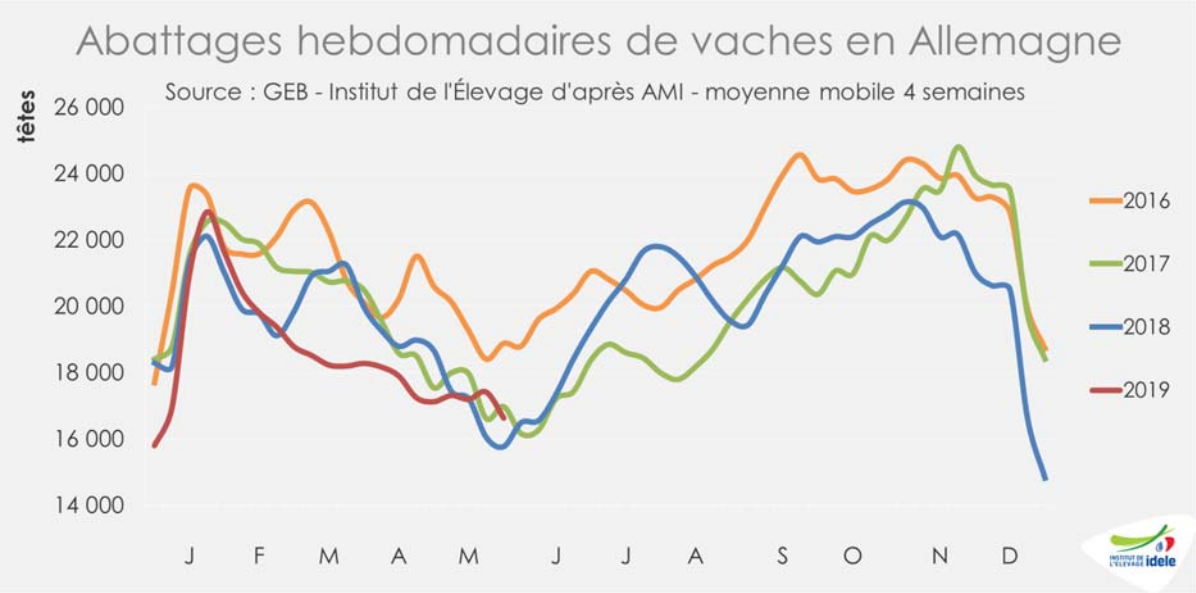
L'afflux de réformes dans les abattoirs irlandais à partir du second semestre 2018 avait plombé les cours. Le renversement de tendance de mars-avril a eu l'effet inverse. Ainsi, la cotation de la vache O atteignait 3,07 €/kg éc en semaine 22, soit 20 centimes de plus en quatre semaines (+7%) et 37 centimes de plus qu'en début d'année (+14%). Ce niveau reste néanmoins nettement inférieur à celui des deux années précédentes (-12% /2018 et -9% /2017). La hausse est moins marquée pour le cours de la vache R qui atteint 3,24 €/kg fin mai (-18% /2018 ; -22% /2017).

Dans les prochains mois, le marché de la femelle en Irlande pourrait être perturbé par la mise en œuvre d'une aide cofinancée visant à compenser les effets du *Brexit* sur l'élevage allaitant, jugé particulièrement sensible par

le gouvernement irlandais. Bruxelles souhaite conditionner sa participation à l'enveloppe de 100 millions d'euros (50% fonds irlandais, 50% fonds européen) à la réduction du cheptel allaitant. Déjà impactée par les conversions de la viande vers le lait, une telle mesure pourrait entraîner un afflux de réformes allaitantes dans les abattoirs au second semestre 2019. L'Irlande a désormais jusqu'au 31 juillet 2019 pour notifier la proposition de mesure qu'elle compte prendre ainsi que ses modalités.

ALLEMAGNE : baisse des prix passagère ?

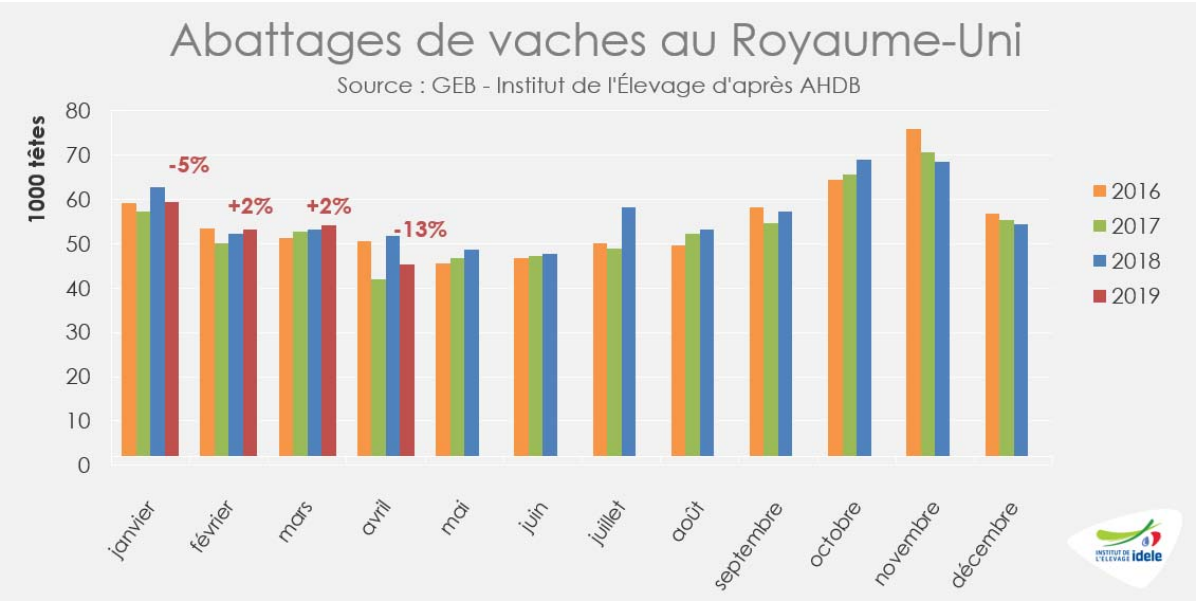
En **Allemagne**, d'après les données hebdomadaires d'AMI, un peu plus de 83 000 vaches ont été abattues sur les 5 semaines de mai (18 à 22), soit un niveau désormais intermédiaire entre les deux années précédentes (+5% /2018 ; -2% /2017). Les abattages de génisses demeurent plutôt élevés (+10% /2018 ; +7% /2017). Néanmoins, les effectifs de femelles abattues demeurent globalement faibles et le marché semble désormais plus équilibré.



Après une hausse quasi-continue depuis le début de l'année soutenue par la demande du secteur de la transformation, les prix sont à la baisse début juin face à la faible demande. D'après l'agence AMI, le cours de la vache O est repassé sous la barre symbolique des 3 €. A 2,99 €/kg en semaine 22, il s'est déprécié de 5 centimes en un mois (soit -7% /2018 et -2% /2017), passant ainsi sous le cours irlandais. A l'arrivée des beaux jours, l'offre peu abondante devrait rencontrer une demande moins ferme.

ROYAUME-UNI : marché atone face à une faible demande

Au **Royaume-Uni**, les abattages de vaches sont globalement en retrait depuis le début de l'année. Sur les quatre premiers mois, moins de 212 000 vaches ont été abattues (-4% /2018).



De la fin 2018 à la mi-mai 2019, les cotations avaient logiquement augmenté face aux plus faibles disponibilités et une demande plutôt ferme. Depuis, les cours de vaches sont en repli. En semaine 22, la cotation de la vache O britannique s'établissait à 2,98 €/kg de carcasse, soit 9 centimes de moins en quatre semaine (-11% /2018 et -6% /2017). Le marché semble désormais atone : il est actuellement pénalisé par une faible demande des transformateurs qui privilégient l'utilisation de stocks existants en abattoirs pour leurs productions industrielles.

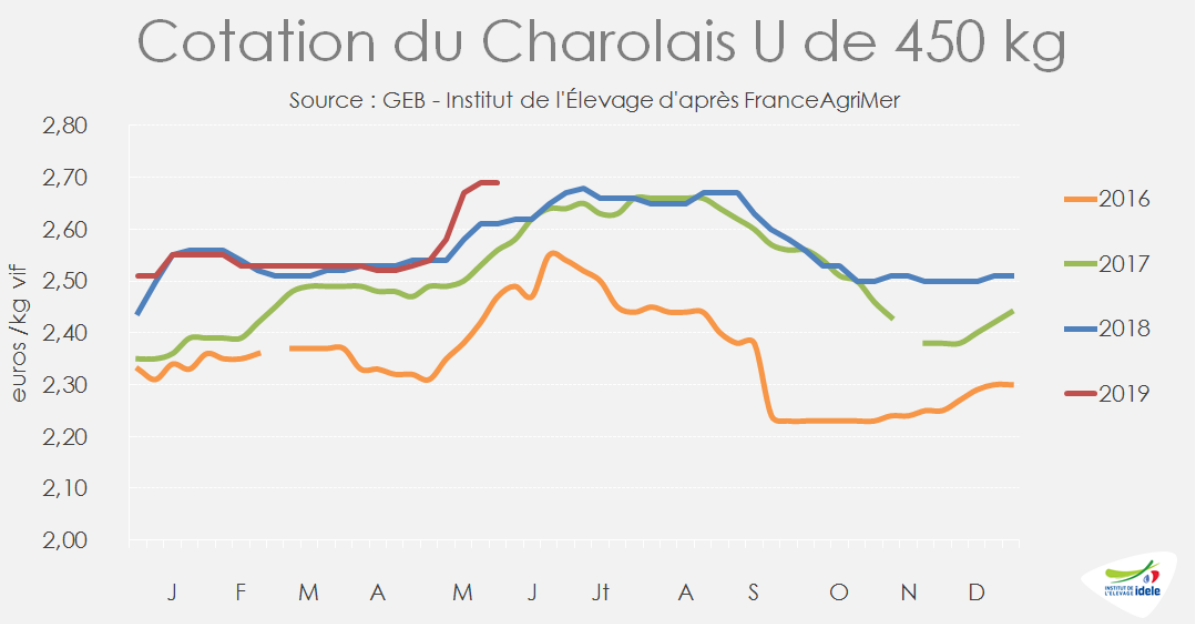
Viandes bovines » Maigre »

Marché ferme grâce à une offre limitée

Les cours des broutards français se maintiennent à un bon niveau en raison d'une offre limitée et d'une demande stable. Les exportations de femelles continuent de progresser alors que les envois de mâles sont stables. Le recul des naissances se poursuit en lien avec l'érosion du cheptel.

Progression saisonnière des cotations

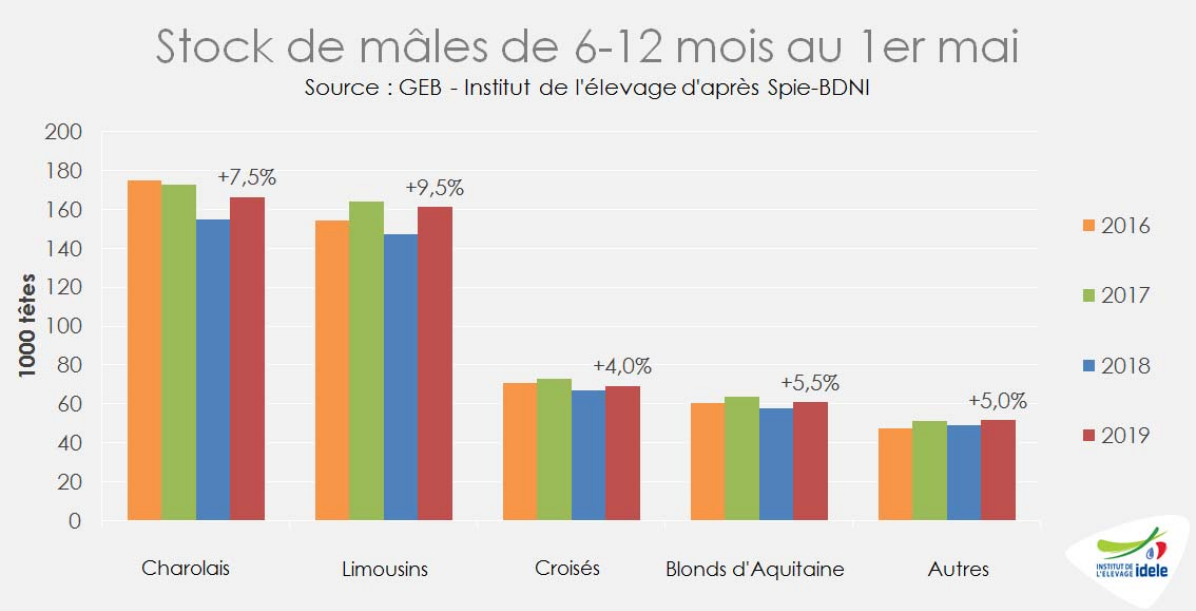
Après un 1er semestre globalement tendu, les cotations des broutards français connaissent une hausse saisonnière habituelle et se maintiennent à des niveaux similaires à 2018. En semaine 22, le mâle charolais U de 450 kg, type Italie, cotait 2,69 €/kg vif (+3% /2018) et le mâle charolais U de 350 kg, type France, 2,84 €/kg vif (= /2018). Constat similaire en race limousine, le mâle de 300 kg cotait 3,18 €/kg vif, soit 8% de mieux qu'en 2018.



Les cotations des femelles se maintiennent également à un niveau stable et plutôt élevé. En semaine 22, la Charolaise U de 270 kg atteignait 2,68 €/kg vif, soit +3% /2018, +6% /2017 et +13% /2016. Sur la même semaine, la Charolaise U de 400 kg a atteint 2,53 €/kg vif, soit +5% /2018, +6% /2017 et +15% /2016. La cotation de la Limousine E de 270 kg est inchangée depuis janvier. A 2,79 €/kg vif, elle est en léger recul sur 2018 : -1% mais en progrès de +2% par rapport à 2017 et 2016.

Des disponibilités toujours limitées

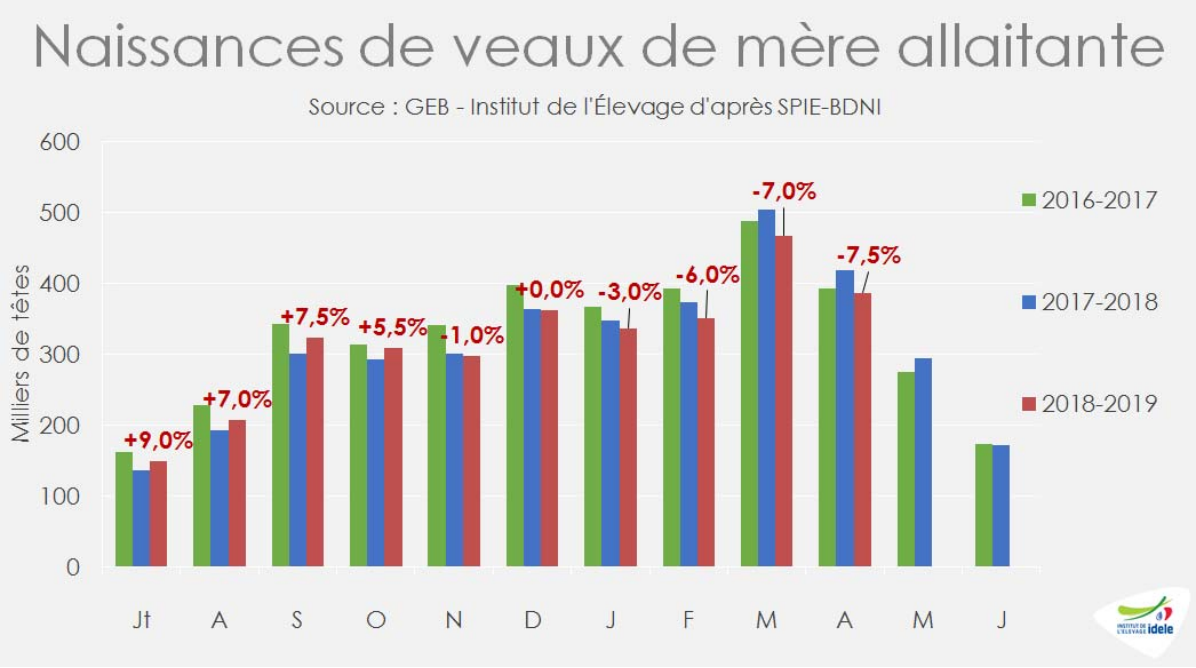
Les effectifs de mâles de race allaitante de 6 à 12 mois sont en hausse par rapport au très faible niveau de 2018, mais en repli par rapport à 2017 et 2016. Les faibles effectifs du 1er semestre 2018 découlaient de l'effondrement des naissances de fin 2017. Au 1er mai 2019, la BDNI dénombrait 510 000 mâles de race à viande de 6 à 12 mois, soit +7% /2018 mais -3% /2017.



Dans la droite ligne du repli des naissances observé depuis janvier, les effectifs de mâles de race allaitante de 0 à 6 mois sont en net repli à 1,020 million de têtes (-4% /2018, -7% /2017 et -9% /2016) Ce phénomène est présent dans toutes les grandes races, mais il est particulièrement marqué pour la race charolaise. Au 1er mai 2019, la BDNI dénombrait 416 000 broutards charolais, soit -5,5% /2018, -9,5% /2017 et -13,5% /2016.

Le repli des naissances se poursuit

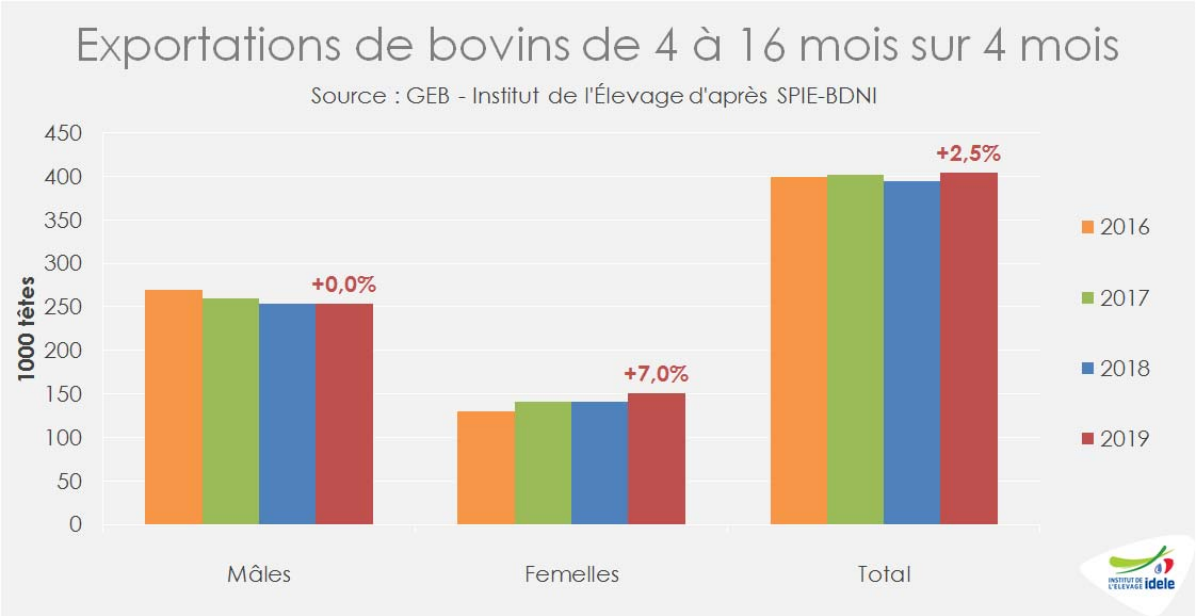
Le bilan de la campagne de naissances 2018-2019 montre un repli significatif des naissances de veaux de mère allaitante. Il est difficile de comparer l'évolution des naissances avec la campagne 2017-2018, singulièrement perturbée par une infertilité d'origine sanitaire. La comparaison avec 2016-2017 est plus explicite : depuis juillet 2018, les naissances de veaux allaitants sont systématiquement inférieures à 2016-2017. Sur juillet 2018-avril 2019, les naissances de veaux allaitants ont atteint 3,191 million de têtes, soit un repli de 7% d'une campagne à l'autre.



Ce recul des naissances est avant tout explicable par le repli du cheptel de mères, qui devrait se poursuivre dans les mois à venir.

Export dynamique grâce aux femelles et à l'Algérie

Sur les 4 premiers mois de 2019 la France a exporté 404 000 bovins allaitants de 4 à 16 mois, soit +2,5% / 2018. Cette progression s'explique par la croissance continue des exportations de femelles égales à 151 000 têtes sur 4 mois (+7% /2018, +6,5% /2017 et +16% /2016). Les envois de mâles sont quant à eux stationnaires à 253 000 têtes sur la même période. La demande italienne reste stable alors que la demande espagnole est pénalisée depuis l'été dernier par la crise du marché turc.



Dans les pays tiers, les situations de marchés sont contrastées. Les opportunités sont à saisir dans les pays du Maghreb. L'Algérie en premier lieu a acheté 22 000 broutards français sur janvier-avril (+22% /2018). Le marché algérien permet de soutenir les cours des broutards lourds et en particulier des races rustiques. Entre janvier et avril, 2 300 animaux ont également été expédiés vers la Tunisie (1 500 en 2018) et 1 100 vers le Maroc (500 en 2018). Des flux réguliers pourraient se maintenir dans les prochains mois, notamment vers l'Algérie, si les problématique sanitaires (FCO en France et la fièvre aphteuse en Algérie) restent maîtrisées.

Au Moyen-Orient l'export reste difficile. Toujours empêtrée dans une crise monétaire, la Turquie avait annoncé la fermeture de son marché au 1er janvier 2019. Elle continue pourtant d'importer des broutards principalement sud-américains, mais à un rythme ralenti par rapport à 2018. Sur les 4 premiers mois de l'année 2019, la Turquie a acheté 192 000 broutards contre 399 000 l'an passé. Il est difficile d'envisager une reprise des exportations françaises sur ce marché à court terme. Le marché israélien a reçu lui environ 3 000 animaux français entre décembre 2018 et février 2019, mais au vu des exigences sanitaires et tarifaires des importateurs il est peu probable que des flux importants aient lieu en 2019.

Concernant la FCO, selon les opérateurs, les PCR positives sont assez rares ces derniers mois du fait de la moindre activité des vecteurs durant l'hiver. Les cas de FCO devraient toutefois se multiplier à nouveau dans les prochaines semaines, les culicoïdes ayant été réactivés par la belle saison. Ceci compliquera la tâche des exportateurs, les pays tiers exigent pour la plupart des animaux vaccinés et testés négativement contre les sérotypes 4 et 8 de la FCO.

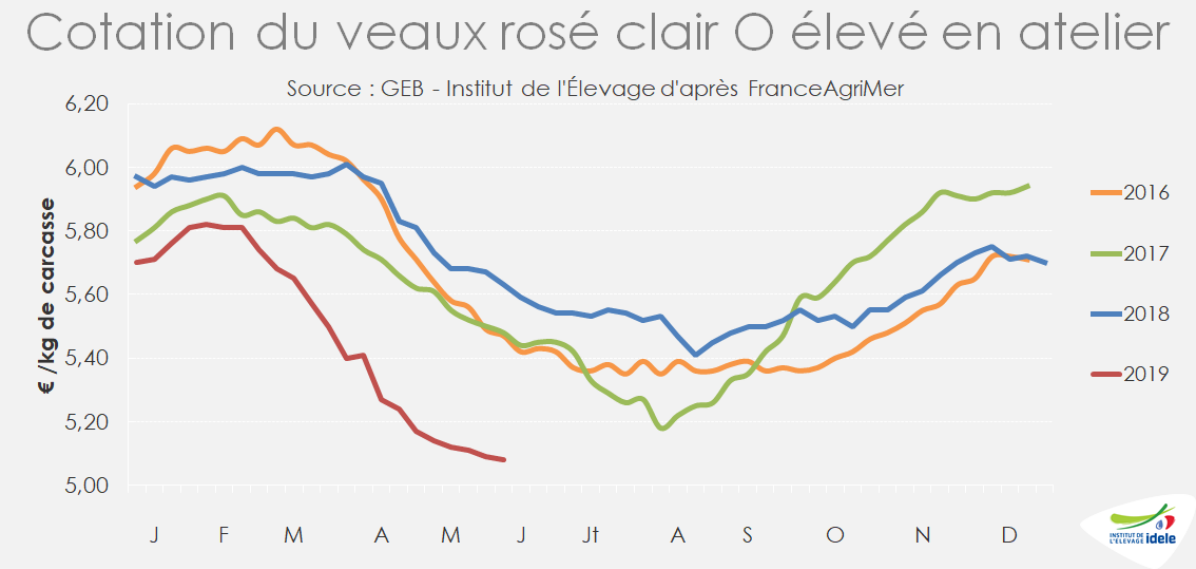
Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Vers un été difficile

Malgré une demande pour la viande de veau en berne depuis de nombreux mois, les volumes produits progressent en 2019, pesant sur les cours des veaux gras en France et en Europe. L'été s'annonce difficile et les retards actuels de sorties limitent les mises en place. Ces retards pourraient toutefois limiter la production à l'automne et faciliter la sortie de crise.

Des cours au plus bas

En **France**, la cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a poursuivi moins vite sa baisse saisonnière, tombant à 5,08 €/kg de carcasse en semaine 22 (-10% /2018 ; -7% /2017). Le veau rosé clair R pâtit en plus de l'afflux des animaux croisés lait-viande depuis quelques années et son cours s'établit à 5,57 €/kéc, soit 10% sous son niveau déjà très bas de 2018 (-9% /2017).

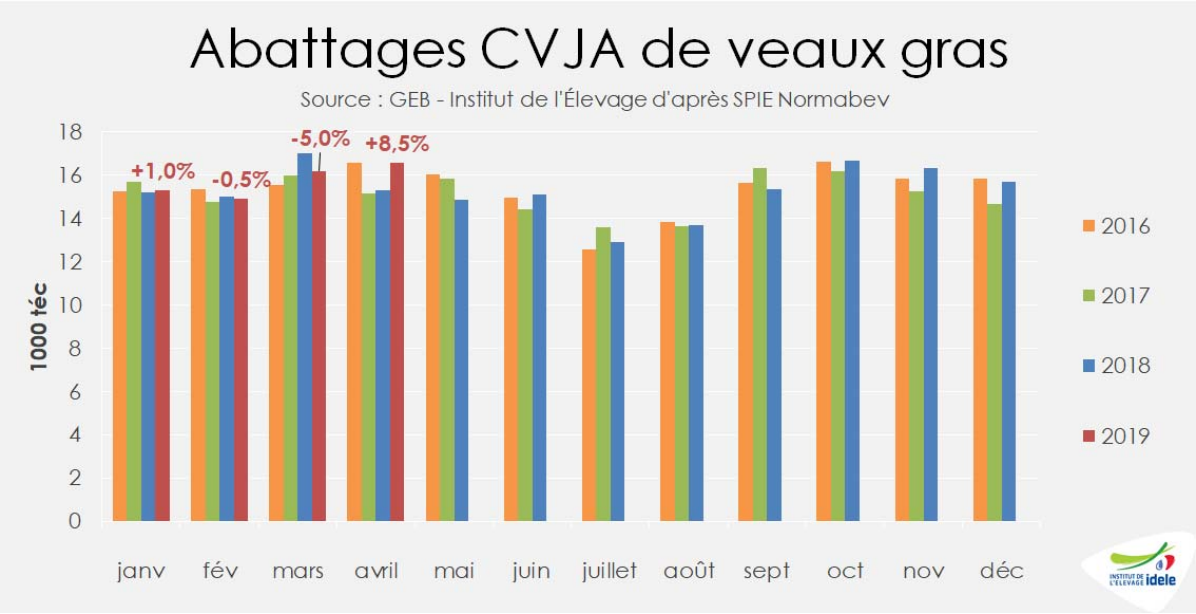


Un marché toujours lourd

Depuis janvier, la demande poursuit son érosion avec 22 200 tonnes de viande de veau achetées par les ménages français d'après le panel Kantar*, soit -6,6% /2018 (*ce panel basé sur un échantillon de 12 000 ménages français permet de suivre les comportements d'achat pour le domicile mais pas l'ensemble des volumes consommés). Seule la consommation à la Pentecôte semble avoir été stable par rapport à 2018,

Malgré la consommation déprimée des ménages, la production abattue s'est accrue en volume en 2019, pesant d'autant plus sur les cours des veaux gras. De janvier à avril 2019, elle a atteint 63 000 téc, soit +1% /2018. L'encombrement du marché cet hiver a poussé les intégrateurs à retarder les sorties des veaux de 1 à 3 semaines. En conséquence, l'alourdissement des carcasses a plus que compensé le léger recul des effectifs abattus (-1% /2018) et le poids moyen des veaux a encore battu des records à 148,7 kg/tête en avril, soit près de 4 kg de plus qu'en 2018. Quant aux veaux gras importés pour abattage, leur part semble s'être stabilisée autour de 4,5% depuis juin 2018.

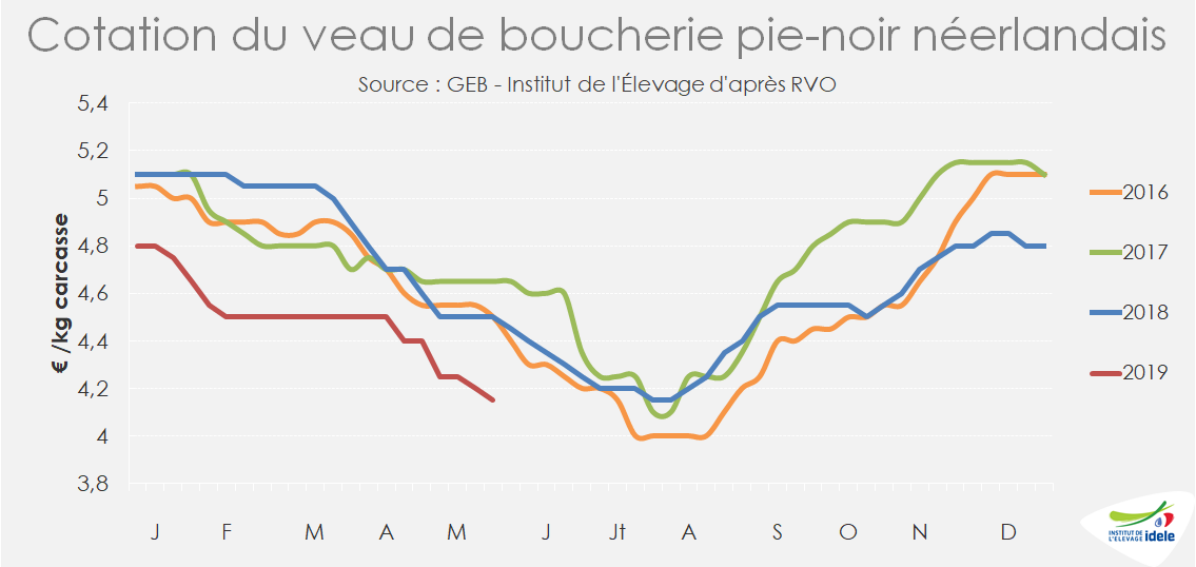
Dans l'attente des données consolidées, il semble que les abattages poursuivent les mêmes tendances en mai avec un alourdissement marqué des carcasses et une hausse des volumes abattus.



Encombrement du marché communautaire

Aux **Pays-Bas**, la production abattue a progressé modérément sur janvier-février 2019, avec 349 000 veaux abattus (+1% /2018) aux carcasses 2% plus lourdes en moyenne. La hausse repose essentiellement sur la nouvelle baisse des exportations de veaux finis ramenées à 7 900 veaux (-6,5% /2018), soit une chute de 58% par rapport à 2017 et 2016.

Faute de débouché suffisant la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a encore chuté, à 4,15 €/kéc en semaine 22 (-8% /2018).



Au total, la production européenne de veaux gras a progressé de +1% sur janvier-février 2019 face à une demande européenne probablement baissière.

Vers un ajustement de l'offre française ?

Ces deux derniers mois, les intégrateurs français ont été contraints de limiter les mises en place du fait des retards de sortie des veaux. De plus, la consommation très limitée de viande de veau à l'automne dernier n'encourage pas à remplir les ateliers alors même que les petits veaux se font moins nombreux. Malgré les difficultés actuelles, et l'été qui s'annonce compliqué, les acteurs de la filière espèrent un rééquilibrage du marché à partir de novembre, à condition que la consommation se rétablisse après la période estivale.

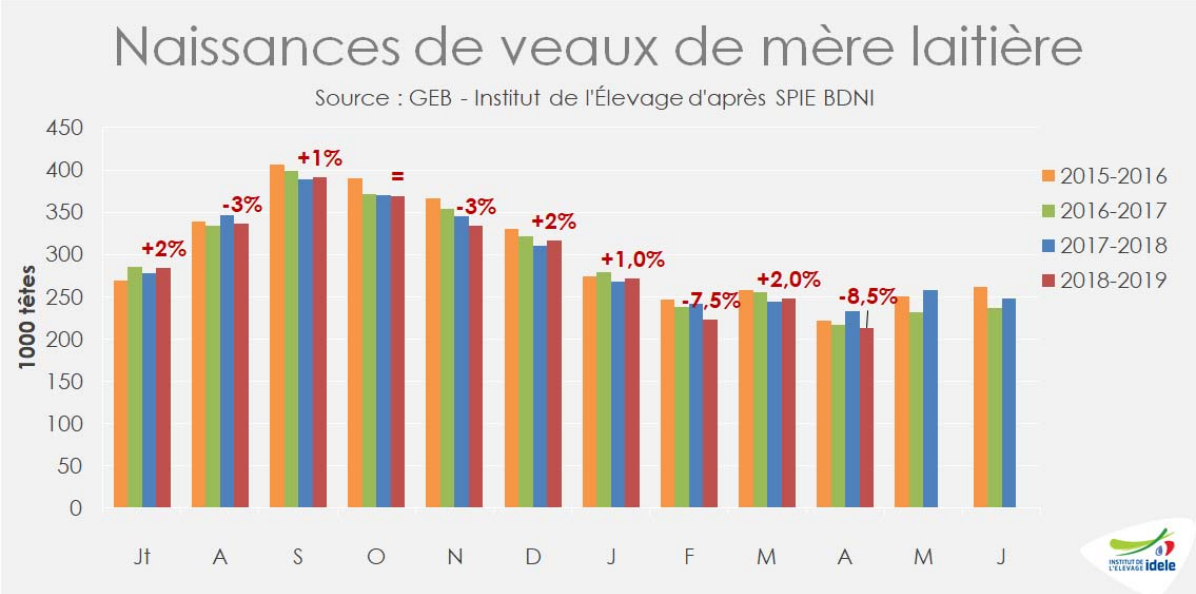
Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Cours bas malgré le creux des naissances

Les difficultés de la filière veau de boucherie se sont répercutées sur le marché du petit veau. Le recul des naissances, la demande ferme à l'export et la reprise des mises en place provoquent un sursaut des cotations. Elles restent toutefois à des niveaux historiquement bas à l'approche de leur baisse saisonnière.

Naissances en baisse

Sur les quatre premiers mois de l'année, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 3% par rapport à 2018 pour un total de 955 400 têtes. Sur les 10 premiers mois de la campagne 2018-2019, ces naissances ne sont en repli que de 1% /2017-2018 (-2%/ 2016/2017) pour un total de 2 986 500 têtes. Début 2018, elles avaient été relativement élevées suite au retard de naissances constaté lors de l'automne de la campagne précédente.

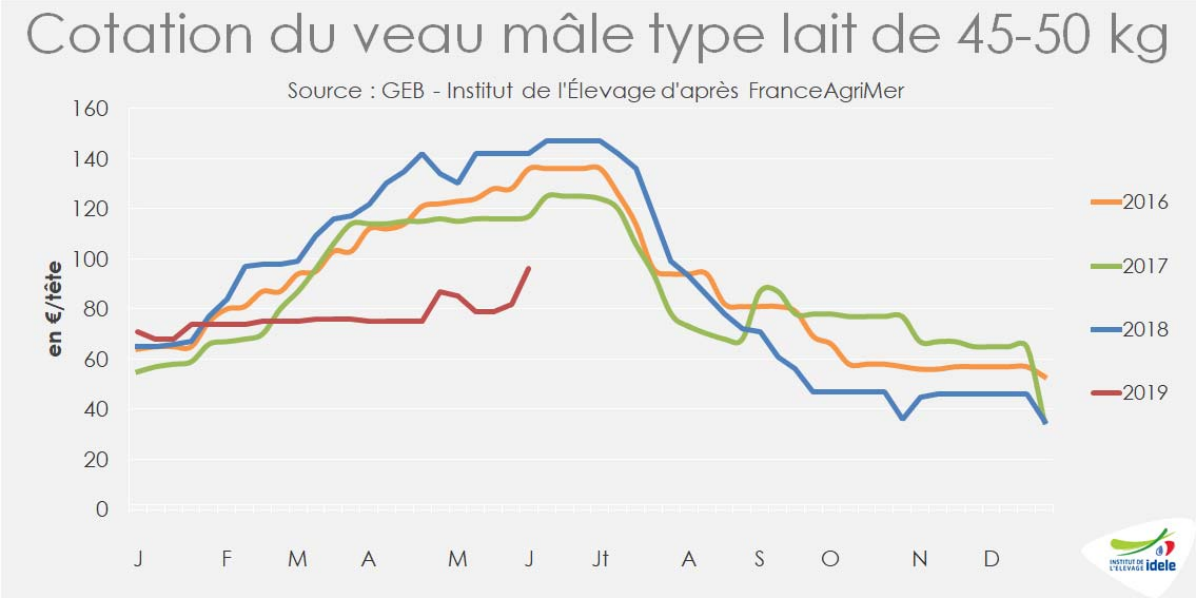


De juillet 2018 à avril 2019, les naissances de veaux laitiers ont diminué de 2% par rapport à la campagne précédente pour tomber à 2 426 100 têtes. Parmi ceux-là, les Croisés laitiers ont progressé de 5% au détriment des Laitiers purs et ont atteint 204 000 têtes, soit 8,5% des naissances laitières.

Quant aux Croisés lait-viande, les effectifs progressent plus modestement (+2% par rapport à 2017-2018), après le boom des naissances des années précédentes (+10,5% /2016-2017 et +27% /2015-2016).

Sursaut des cotations

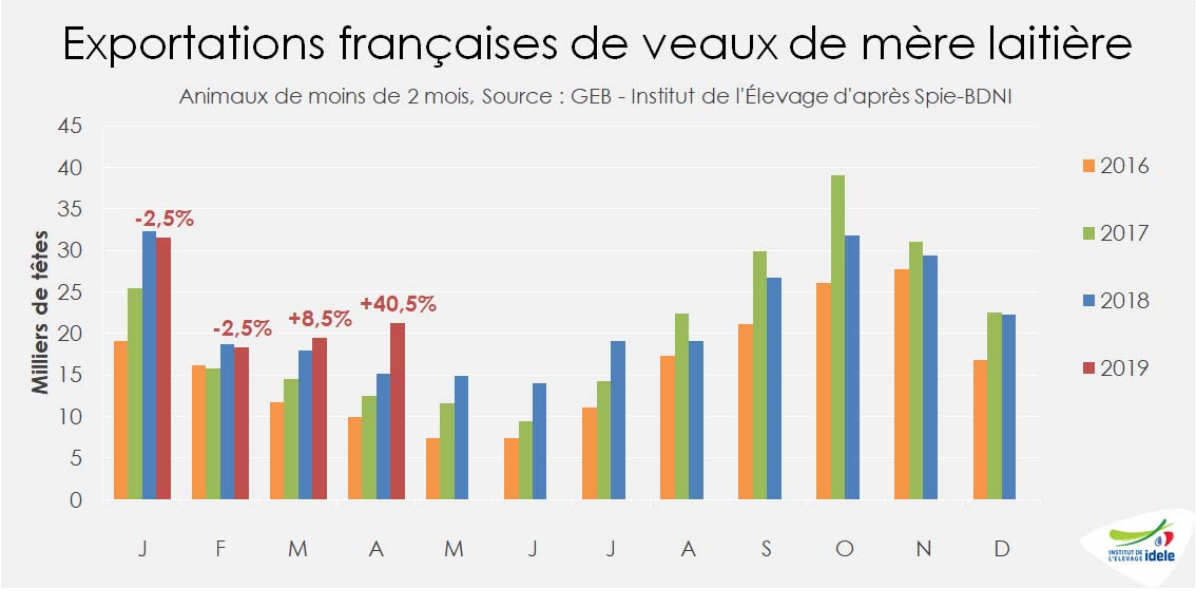
Malgré la lourdeur du marché du veau de boucherie, l'offre réduite de petits veaux a permis aux cours de connaitre un léger sursaut, suite à une absence de hausse saisonnière. La cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg a pris 17 € en trois semaines, mais reste à un niveau historiquement basse à 96 €/tête en semaine 23 (-35% /2018 et -23% /2017). La reprise des mises en place, mais aussi la demande espagnole ont réveillé les cours sans toutefois les amener à leurs niveaux habituels.



L'export de veaux compense les faibles mises en place d'avril

D'après les données SPIE- BDNI, 21 200 veaux français de mère laitière de moins de 2 mois ont été exportés en avril, soit 40% de plus qu'en 2018. Les mises en place à l'engraissement alors ralenties par les retards de sorties expliquent le sursaut l'export.

Sur les quatre premiers mois de l'année, les envois ont progressé de 7,5% /2018 (soit +33% /2017), totalisant 90 600 têtes. D'après les douanes françaises, la demande espagnole, qui représente une part écrasante des expéditions, a été ferme (+5% /2018), tandis que les importations italiennes de petits veaux français ont atteint 5 800 têtes, contre 4 200 sur la même période l'an passé.



Si les naissances poursuivent leur chute en juin, la reprise des mises en place et la demande ferme à l'export devraient maintenir les cours.

Les ressources laitières limitées soutiennent les marchés

La collecte laitière croît de nouveau dans l'UE-28, mais ne compense pas le reflux de production dans les principaux pays exportateurs de l'hémisphère Sud, Nouvelle-Zélande en tête. En France, la collecte se rétablit doucement.

Les faibles disponibilités laitières dans les grands bassins exportateurs soutient les marchés des ingrédients laitiers et contribue au rééquilibrage entre celui de la protéine laitière (haussier) et celui de la matière grasse (sensiblement baissier). Le marché des fromages demeure bien équilibré. En revanche celui de la poudre de lactosérum subit le ralentissement de la demande chinoise en aliment du bétail provoqué par les effets de la fièvre porcine africaine.

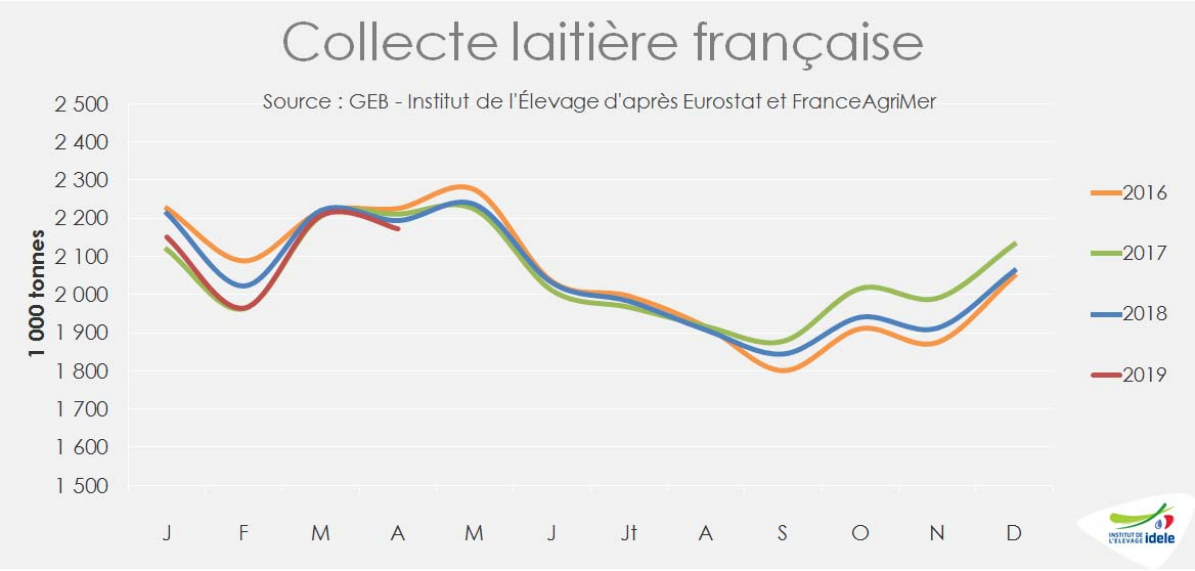
Lait de vache » Collecte laitière »

En hausse dans l'UE, en recul dans l'hémisphère sud

L'offre de lait dans les grands bassins exportateurs reste plus réduite que l'année dernière. La production désormais croissante dans l'Union européenne ne compense pas les forts reculs enregistrés dans l'hémisphère sud, tandis que la collecte demeure stable aux États-Unis.

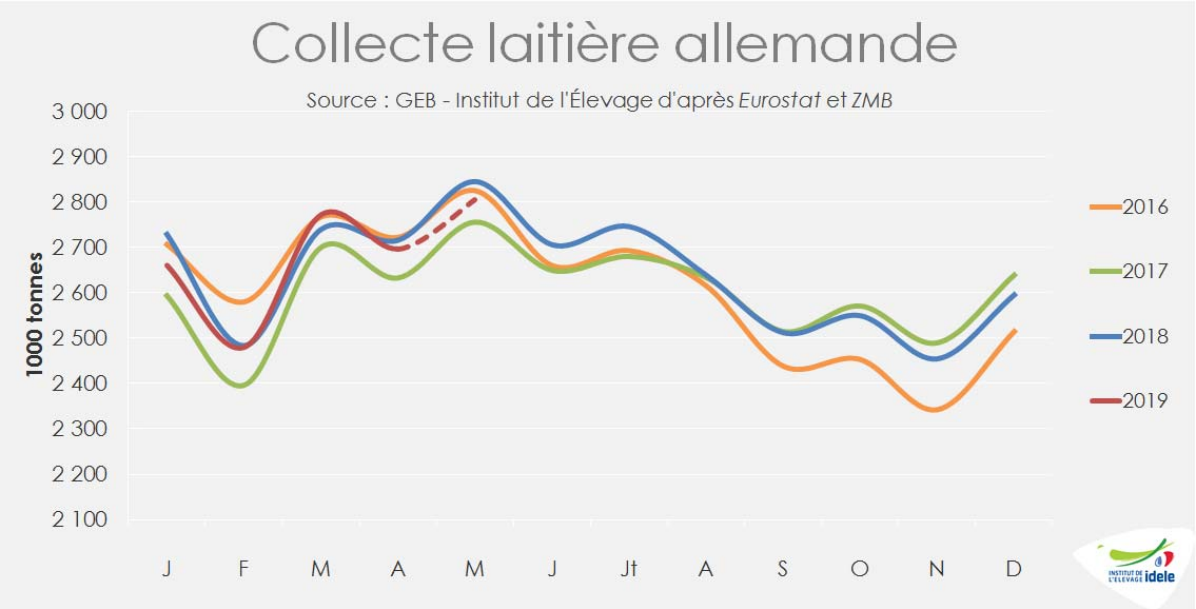
Production européenne en hausse, avec de forts contrastes nationaux

En **France** la collecte a enregistré en avril (-1% /2018), son 9ème mois de recul, depuis août 2018. A l'exception du Grand Ouest, du Nord-Picardie et de la Normandie, favorisés par une bonne pousse de l'herbe en avril, la production a reculé dans tous les autres bassins de l'Hexagone. Le Grand Est (-3,9%) et l'Auvergne Limousin (-4,2%) ont été particulièrement touchés. Les mauvaises récoltes de fourrage en 2018 (herbe ou maïs selon les zones) pourraient expliquer ce recul dans le centre et l'est du pays. Cette baisse conjoncturelle s'ajoute au repli structurel qui se poursuit dans le sud de la France (bassins Sud-Est, Sud-Ouest et Charente-Poitou). Sur les 4 premiers mois de l'année, la collecte nationale affiche une baisse de -1,8% /2018. Elle devrait cependant rebondir en mai, malgré des conditions de pousse de l'herbe difficiles dans le centre du pays.



A 343 €/1 000 l en avril, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) s'est déprécié de 3 € (-1%) d'un mois sur l'autre, mais reste supérieur à son niveau de l'année dernière (+7%) à pareille époque. Le prix payé aux livreurs s'est, lui, apprécié entre mars et avril 2019 et demeure plus élevé que l'année dernière (+7,9% /2018 à 365€/1 000 l). Le prix standard devrait progresser dans les mois à venir avec la hausse de la valorisation en beurre-poudre.

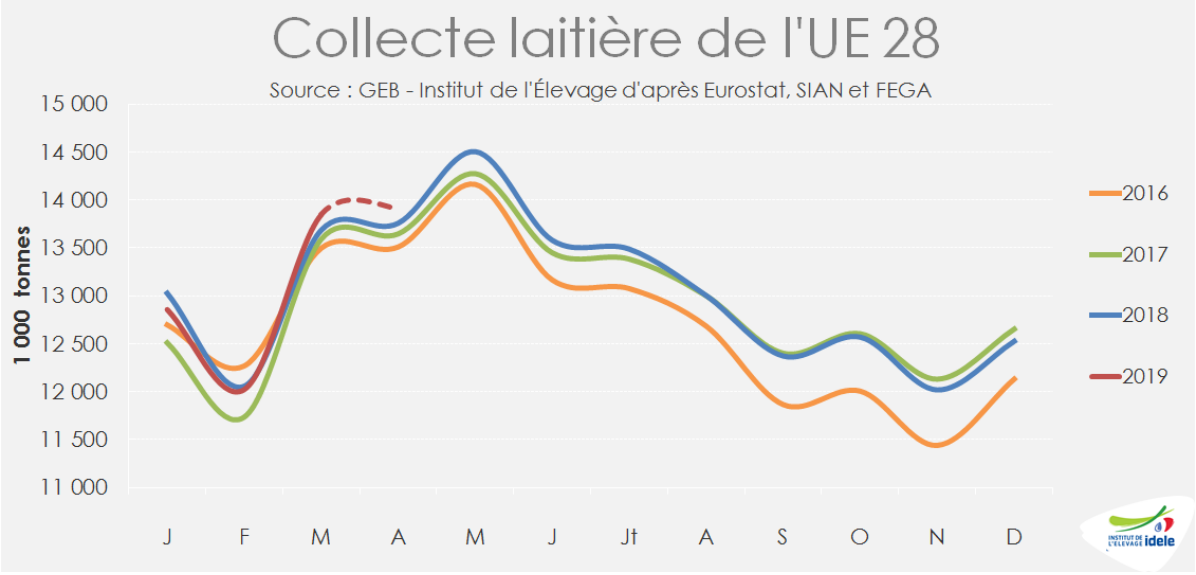
Après un rebond en mars, la collecte **allemande** est repassée en avril (-0,7% /2018) et mai (-1,4%), sous son haut niveau de 2018. La baisse saisonnière de la production serait arrivée avec 3 à 4 semaines d'avance, compte tenu de conditions climatiques chaudes dans une partie du pays. Sur les 4 premiers mois de l'année, le recul de la collecte est estimé à -0,7% /2018. Compte tenu de la baisse des ventes de beurre, le prix du lait a perdu 6% depuis novembre 2018 pour afficher en avril 314 €/1 000 l, au standard 38 et 32 g/l, un niveau cependant encore 3% supérieur à celui de l'année dernière. Une hausse des cours est cependant attendue pour le 2nd semestre 2019.



Aux **Pays-Bas** la baisse de production ralentit, et n'était plus que de -1,7% en avril. Le recul atteint encore -2,8% /2018 sur les 4 premiers mois.

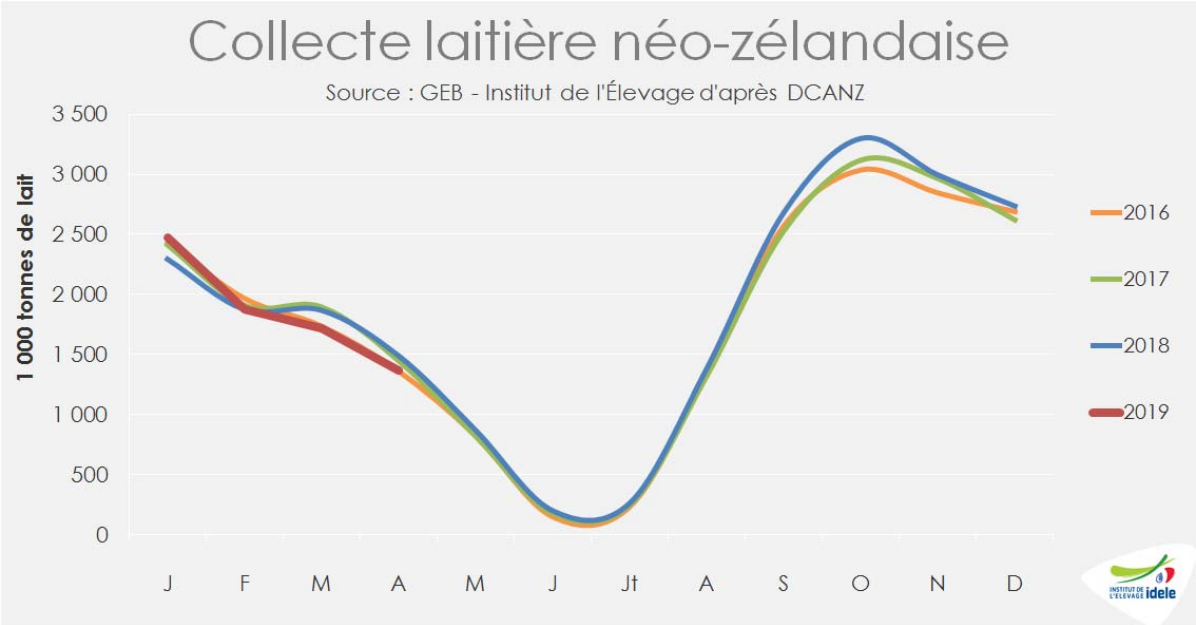
A l'inverse, 4 pays continuent de tirer la production européenne. **L'Irlande**, qui bénéficie d'excellentes conditions climatiques favorables à la pousse de l'herbe, a vu sa production augmenter de +15% /2018 en avril, soit +11% sur le 1er quadrimestre. **Le Royaume-Uni** n'est pas en reste avec une hausse de +4,4% en avril et de +3,5% sur les 4 premiers mois de sa collecte qui atteint un record historique. L'utilisation de concentrés dans les élevages britanniques semble s'être poursuivie après l'épisode de sécheresse de l'été 2018. Le rythme de croissance de la production ne faiblit pas en **Pologne**, avec 2,8% /2018 en avril, tout comme au **Danemark**.

Au total, la production européenne enregistre en avril une hausse pour le 2ème mois consécutif (+1% /2018) et reste globalement stable sur les 4 premiers mois de 2019.



Une production laitière en recul dans les grands bassins de l'hémisphère sud

Alors que la campagne **néozélandaise** s'annonçait exceptionnelle, une vague de chaleur et un temps sec se sont abattus sur une grande partie du pays depuis janvier affectant la production fourragère et laitière. Après un arrêt de la croissance en février, la production a chuté en mars et avril (- 8,3 % /2018 et -8,4 %). De nombreux éleveurs ont anticipé les tarissements et les réformes plutôt que d'acheter de l'alimentation pour tenter de maintenir un niveau de production élevé. Sur les 11 premiers mois de la campagne, la hausse de production n'est plus que de 2,3% par rapport à la campagne précédente. Avec près de 21 millions, il s'agit néanmoins du 2ème plus haut niveau historique, après celle de la campagne 2014/2015. Cette contre-performance ont tiré le cours des actions de Fonterra à la baisse en mai.

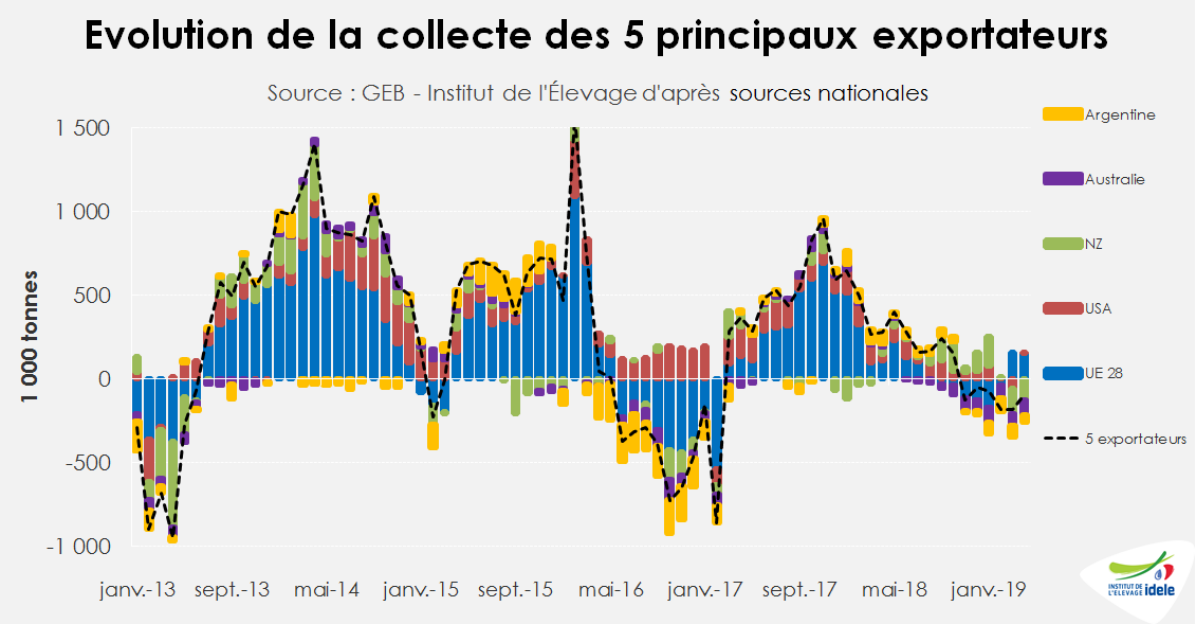


En **Australie**, la sécheresse et le renchérissement de l'alimentation animale ont entraîné en avril un 11ème mois consécutif de baisse de production (-14% /2018). Sur les 10 premiers mois de campagne, le recul atteint -7% par rapport à la même période de la précédente.

La situation n'est pas très différente en **Argentine**, où les conditions climatiques, notamment les températures élevées et le fort taux d'humidité, ont entraîné, depuis novembre 2018, une baisse de production continue. En avril, elle a encore reculé de 5% /2018, portant la baisse sur les 4 premiers mois de l'année à -7,5% /2018. Un temps plus frais est attendu en mai et en juin, permettant de relancer la production. Entre novembre 2018 et avril 2019, le prix du lait a en conséquence fortement augmenté, aussi bien en monnaie locale (+49%) qu'en dollars (+27%) et a permis aux éleveurs de faire face à la hausse des coûts de production.

Aux **États-Unis**, la production est restée stable en avril (+0,1% /2018), comme sur le premier quadrimestre (+0,1%). Si les grands États producteurs enregistrent des hausses (Californie, Wisconsin Idaho, New York, Texas), de nombreux petits États affichent des baisses. En outre, le recul du cheptel laitier (-1% 2018) est tout juste compensé par une hausse des rendements (+1,1%). Dans le même temps le prix du lait s'apprécie de nouveau et améliore la marge alimentaire ce qui pourrait relancer la production laitière dans les prochains mois.

Au total, la production laitière dans les **5 grands bassins exportateurs** a légèrement reculé en avril (-0,4% /2018), car la croissance de la collecte de l'UE-28 n'a pas entièrement compensé le recul dans les autres grands bassins excédentaires.

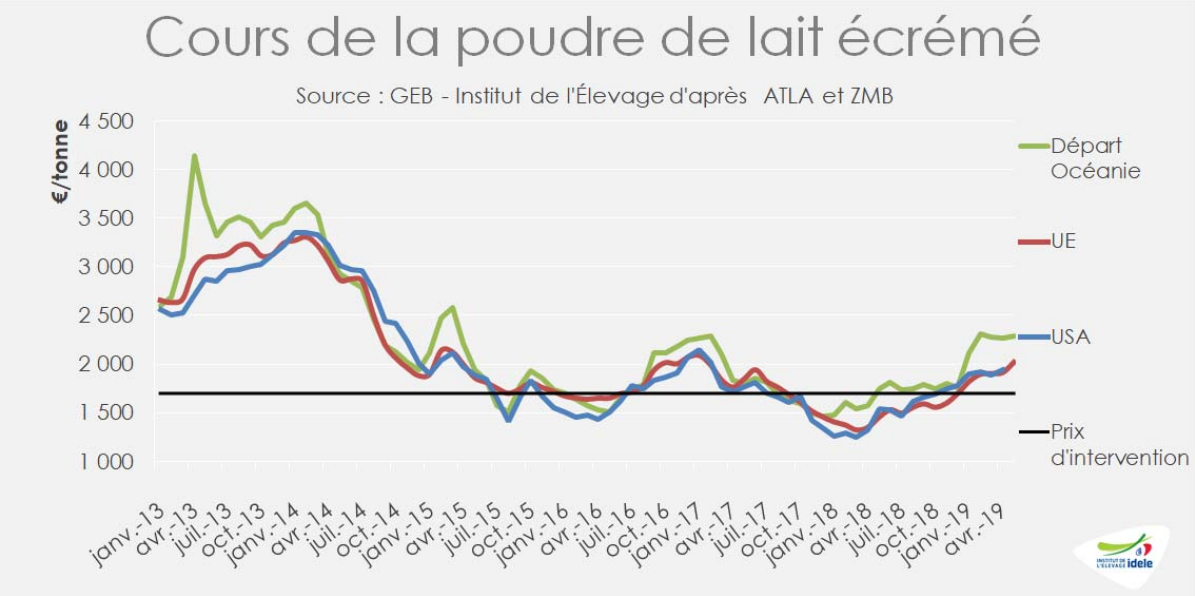


Le rééquilibrage se poursuit

Le marché des protéines laitières poursuit son redressement dans un contexte mondial de ressources laitières limitées dans les bassins laitiers excédentaires. Les transformateurs européens peuvent ainsi relancer sans difficulté les fabrications de beurre/poudre maigre pour absorber la reprise de la collecte européenne, ce qui détend en même temps le marché du beurre.

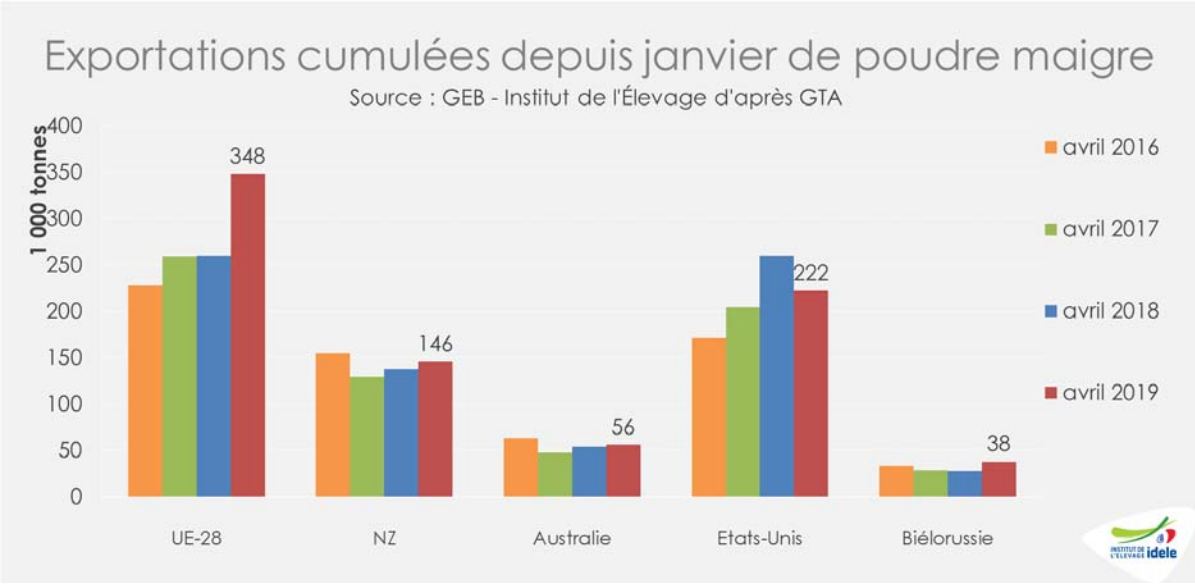
Marché de la poudre maigre : redressement continu des cours

Le redressement des cours de la protéine laitière se poursuit sûrement semaine après semaine. La cotation ATLA de la poudre maigre a regagné +240 € en 2 mois, à 2 150 €/t en semaine 23 (début juin). Soit un bond de +37% en un an. Elle est tirée par la nette remontée des cours mondiaux qui ont d'abord fortement progressé en partance de Nouvelle-Zélande (+540 €/t en 5 mois à 2 290 €/t en mai), puis en partance d'Europe de l'Ouest (+320 €/t sur la même période à 2 160 €/t). La poudre maigre européenne demeure ainsi toujours plus compétitive que celle fabriquée en Nouvelle-Zélande.



L'embellie sur le marché des protéines incite les laiteries à privilégier le couple beurre/poudre maigre. Les fabrications européennes de poudre maigre progressent de nouveau, de +2% /2018 en mars, après avoir faiblement reculé lors des deux premiers mois de 2019.

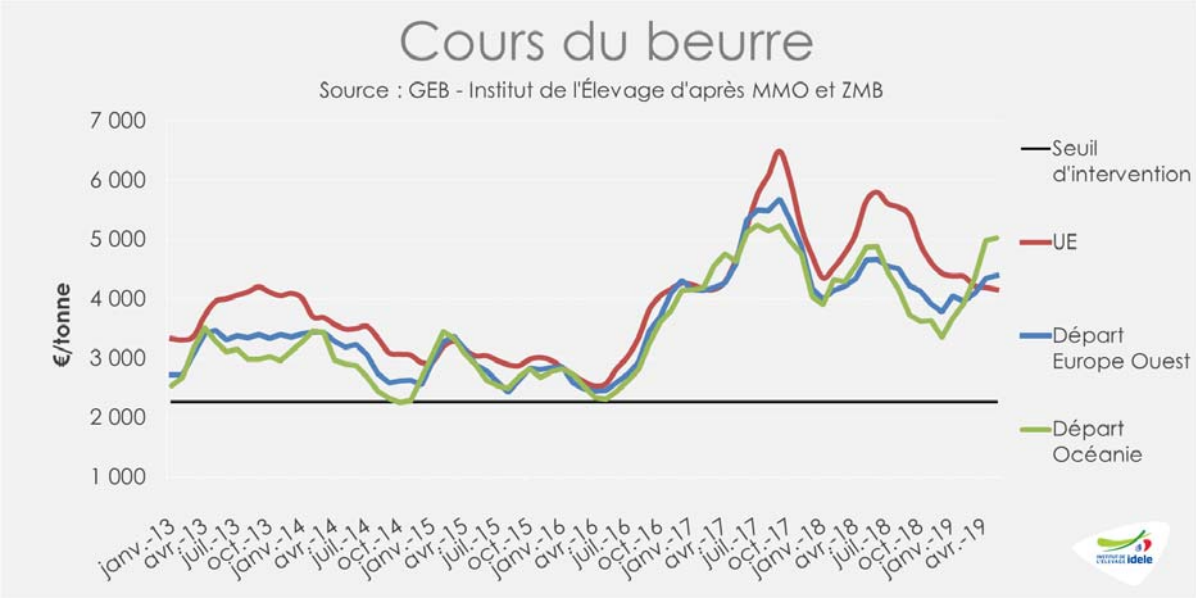
Malgré des fabrications légèrement baissières au 1er trimestre (-2% /2018), les exportations européennes de poudre maigre sur pays tiers sont demeurées dynamiques grâce à la remise sur le marché de 170 000 tonnes de produits d'intervention au 1er trimestre. Elles ont bondi de 34% (+88 000 t) au 1er quadrimestre 2019, à 348 000 t. Celles-ci sont probablement demeurées dynamiques en mai grâce à la reprise des fabrications et la commercialisation des tout derniers volumes d'intervention remis en circulation.



Au 1er trimestre, l'UE a fourni la totalité volumes supplémentaires échangés sur le marché mondial (+88 000 t sur les 97 000 t supplémentaires échangées). Dans le même temps, les États-Unis, deuxième exportateur majeur, ont réduit leurs expéditions de 15%, tandis que les autres exportateurs, Nouvelle-Zélande en tête, Australie, Argentine et Biélorussie, ont plus ou moins accru leurs expéditions et ainsi ensemble compensé le repli étatsunien.

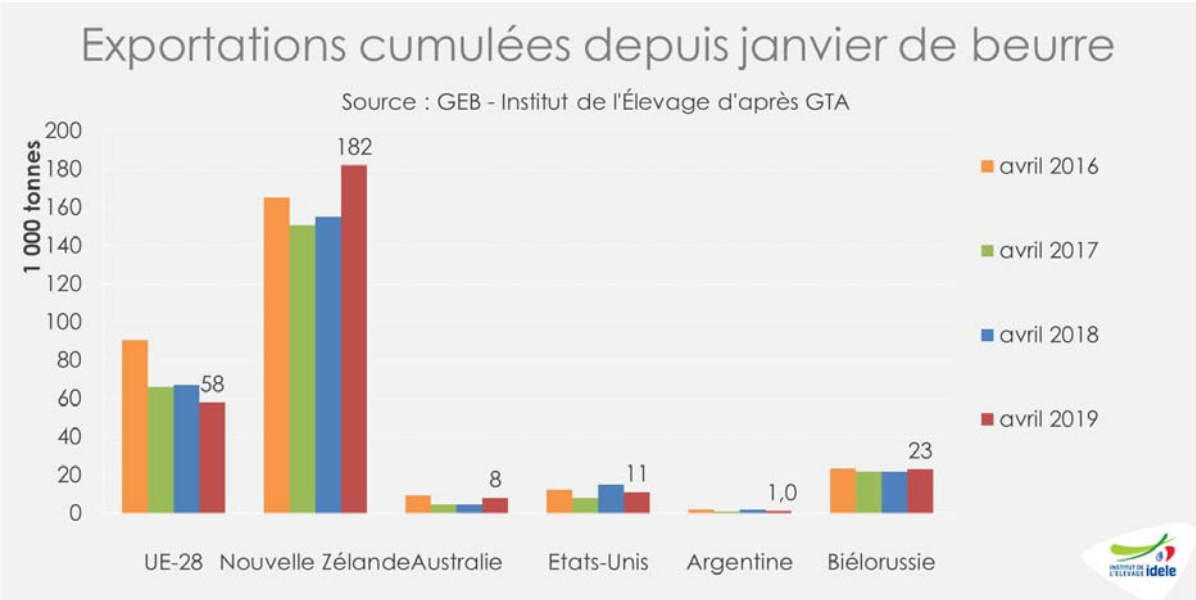
Marché du beurre : détente continue

Le marché du beurre évolue à front renversé comparé à celui de la poudre de lait. Le cours moyen du beurre dans l'UE se déprécie lentement semaine après semaine. Après avoir cédé 100 € en 4 semaines et 400 € en 4 mois, il a été ramené à 4 040 €/t début juin, soit 30% sous le très bon niveau de l'an dernier. Le beurre européen est ainsi redevenu plus compétitif sur le marché mondial où le beurre néo-zélandais s'est à l'inverse fortement apprécié depuis janvier.



Cette évolution contrastée résulte de disponibilités réduites en Nouvelle-Zélande pour cause de baisse saisonnière très prononcée de la production laitière et à l'inverse de disponibilités plus abondantes dans l'UE. La reprise de la production laitière européenne et le redressement des cours de la protéine laitière ont relancé les fabrications de beurre/poudre maigre. Ainsi les fabrications de beurre ont repris en mars (+2% /2018), après avoir reculé légèrement reculé en début d'année.

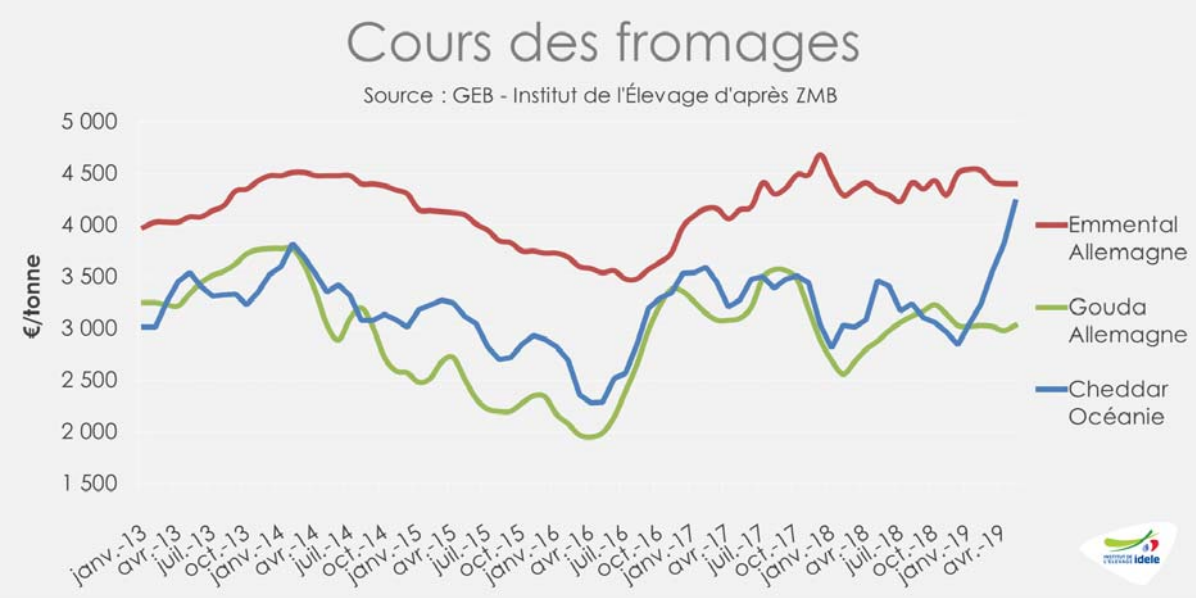
Au 1er trimestre les fabrications européennes de beurre ont été somme toute stables. Les transformateurs ont alors reconstitué leurs stocks, face à une demande européenne morose et à un déficit de compétitivité sur le marché mondial. Les stocks entreprise ont retrouvé le niveau (normal) de 2016 : ils sont remontés à 188 000 t fin mars soit +30 000 t en 3 mois et +69 000 t en un an selon ATLA, les exportations européennes de beurre ont fléchi de 22% /2018 au 1er trimestre, tombant à 40 500 t.



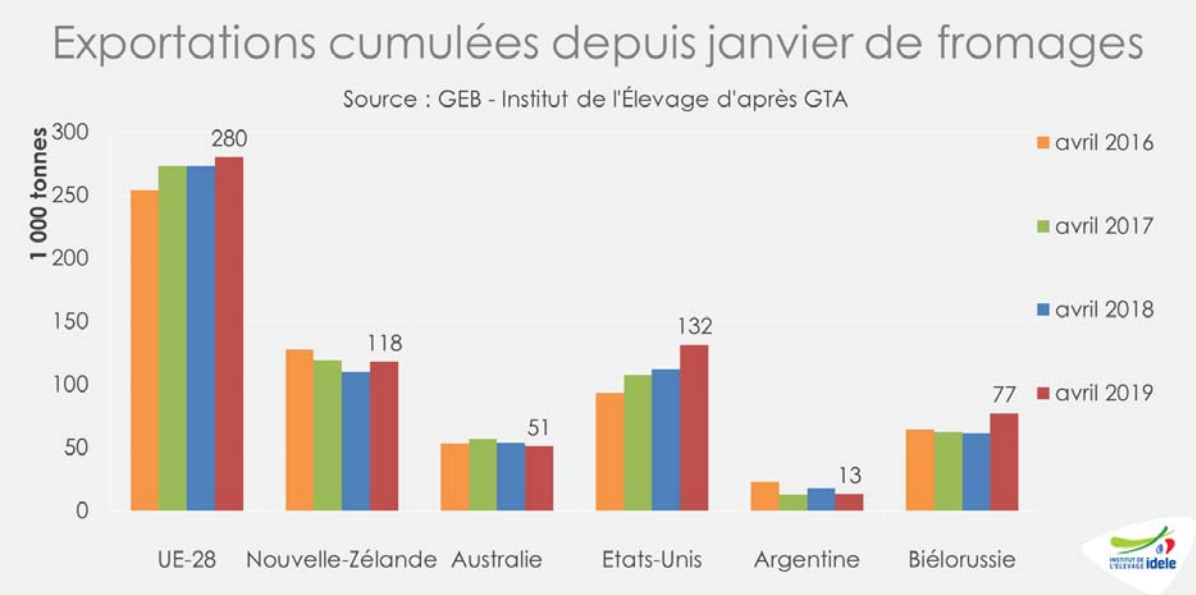
Dans le même temps, les échanges internationaux de beurre ont bondi de 14% essentiellement en raison de la hausse spectaculaire des expéditions néozélandaises (+33 000 t soit +29%). Malgré le tassement des achats chinois (-22%), les échanges internationaux ont bondi de 11% grâce notamment à la forte demande russe (+65%) et états-unienne (+50%). Depuis avril, les exportations européennes, redevenues compétitives, ont rebondi et dépassé le bas niveau de 2018, tandis que celles en partance de Nouvelle-Zélande ont fléchi et sont retombées au niveau de 2017 (-15% /2018 en avril).

Marché de fromages : ferme et plutôt stable dans l'UE

Le marché des fromages commodités est contrasté selon les bassins. Les cours ont flambé au départ d'Océanie sous l'effet de disponibilités limitées depuis mars en Nouvelle-Zélande. Aux États-Unis, ils se sont appréciés plus modérément. En revanche dans l'UE, les cours de l'emmental comme du gouda ont suivi une légère orientation baissière.



Au 1er trimestre, malgré des fabrications européennes au mieux stationnaires, les transformateurs ont légèrement accru leurs exportations sur pays tiers (+2% /2018), grâce à une demande européenne plutôt morose et à une hausse limitée des stocks. Dans le même temps, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis les ont nettement accrues, respectivement de +11% et +12%, si bien que les échanges internationaux ont bondi de +7% /2018. Seule l'Australie a moins exporté faute de disponibilités. Les principaux importateurs, Russie en tête suivie du Japon, ont été les destinations les plus dynamiques. Les volumes supplémentaires sont achetés par les deux principaux importateurs : le Japon (+5%), mais surtout la Russie (+83%).



Marché du lactosérum : cours dégradé, malgré des fabrications contenues

En France, la cotation ATLA de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale a encore cédé 50 €/t en 4 semaines, après -50 € en 2 mois. Ramenée à 710 €/t en semaine 22, elle se situe à 10 € au même niveau qu'en 2018 à pareille époque. Or, les fabrications européennes sont au plus égales à celles de l'an dernier, en rapport avec le faible dynamisme des fabrications fromagères. Elles sont d plus ralenties aux États-Unis (-1,6% /2018 au 1er quadrimestre 2019), où les fabricants s'adaptent à la hausse des droits de douane imposée par Chine aux produits étatsuniens. Au 1er quadrimestre, les ventes de poudre de lactosérum à la Chine ont été divisées par deux si bien que les exportations étatsuniennes toutes directions ont chuté de 30% à 131 000 t. L'UE n'a pas profité du conflit commercial sino-étatsunien. Ses exportations ont reculé de 6% à 187 000 t sur la même période, probablement pour cause de ralentissement de la demande chinoise en aliment du bétail, suite aux abattages massifs de porcs atteints de fièvre porcine africaine. En somme les échanges internationaux ont fléchi de 14% /2018 au 1er quadrimestre 2019.

Le cours de l’agneau français reste orienté à la baisse

Le déséquilibre entre l’offre et la demande après Pâques et la hausse de la pression à l’import accentuent le repli saisonnier de la cotation française.

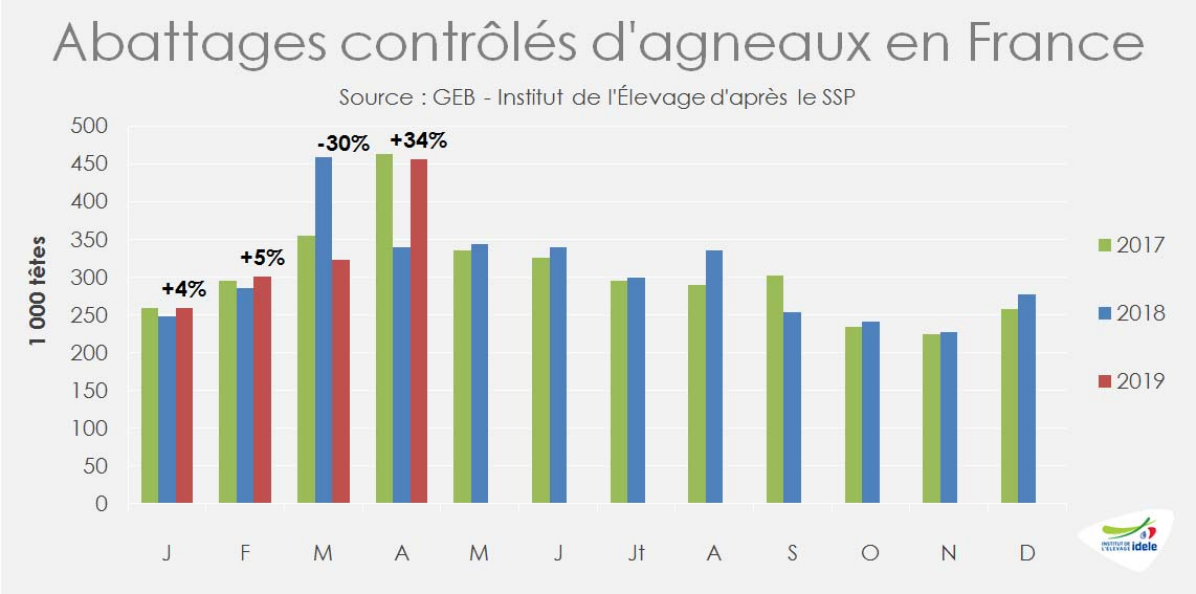
Viande ovine » France »

La cotation française continue de reculer

La progression de l’offre française et la hausse de la pression à l’import, dans un contexte de demande atone après Pâques, pèsent sur le cours de l’agneau.

Sursaut des abattages d’agneaux en avril, en raison du décalage de Pâques

Alors que le changement de date de Pâques (le 1er avril en 2018 ; le 20 avril en 2019) avait entrainé une chute des abattages d’agneaux en mars 2019, ces derniers ont bondi de 34% en avril, à 455 000 têtes.

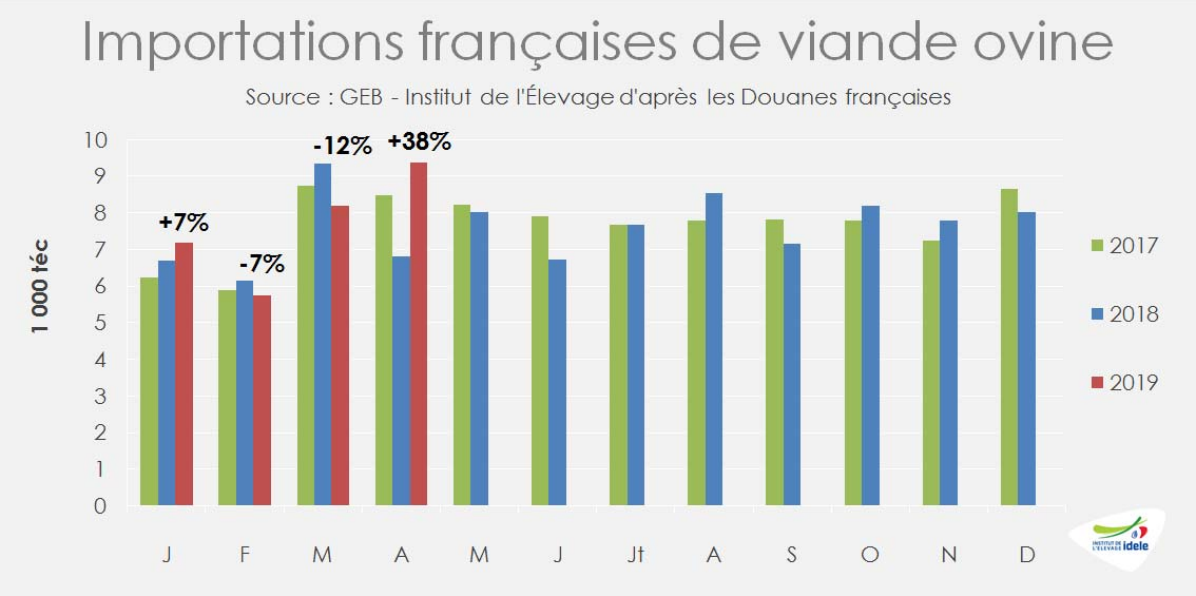


Les abattages d’ovins adultes ont en revanche diminué de 9% (à 44 000 têtes), ainsi que les poids moyens de carcasses (-2% pour les agneaux à 17,7 kg ; -4% pour les ovins adultes à 26,3 kg). La production française de viande ovine s’est ainsi établie à 9 200 téc en avril, soit 24% de plus que l’année précédente.

En cumul sur mars et avril, la production française enregistre néanmoins un repli de 2% par rapport à la même période de 2018. Elle s’avère en outre stable par rapport à 2018 sur les 4 premiers mois de l’année.

Rebond des importations de viande ovine en avril

Après une chute en mars, liée au décalage du pic de consommation pascal, les importations françaises de viande ovine ont grimpé de 38% en avril, à 9 400 téc. Les achats ont notamment bondi en provenance du Royaume-Uni (+65% /2018, à 3 300 téc), de Nouvelle-Zélande (+83% à 2 100 téc) et d’Irlande (+6% à 1 200 téc), mais étaient en revanche stables depuis l’Espagne (à 1 700 téc).

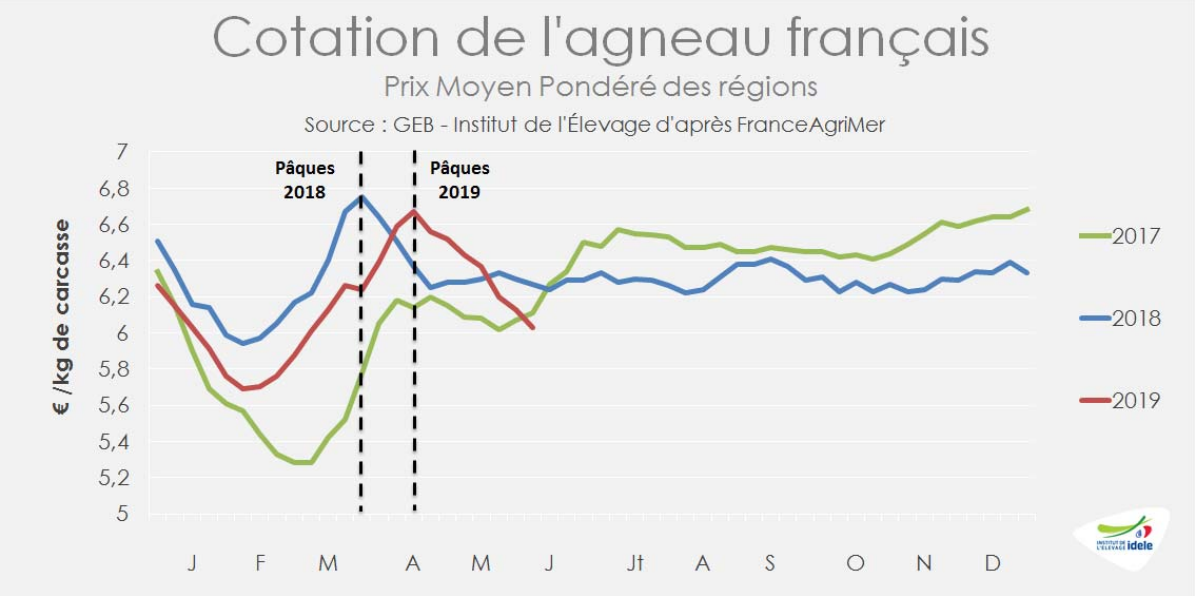


À respectivement 6,45 €/kg équivalent carcasse et 5,48 €/kg éc, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées d'Irlande et du Royaume-Uni étaient en outre 5% et 17% moins élevés que l'année précédente, pesant ainsi davantage sur la cotation française.

En hausse de 9% par rapport à 2018 en cumul sur mars et avril, les achats français de viande ovine ont progressé au total de 5% sur les 4 premiers mois de 2019.

Le cours français de l'agneau lourd plonge

Face à des sorties d'agneaux importantes et à un regain de pression à l'import (davantage de volumes importés à des prix inférieurs à 2018), la baisse saisonnière de la cotation s'avère plus marquée qu'en 2018, dans un contexte de faible consommation après Pâques et de prix des peaux toujours au plus bas. À 6,03 €/kg de carcasse début juin, le cours moyen de l'agneau français calculé par FranceAgriMer était ainsi inférieur de 24 centimes (-4%) à sa valeur de l'année précédente, et de 8 centimes (-1%) à celle de 2017.



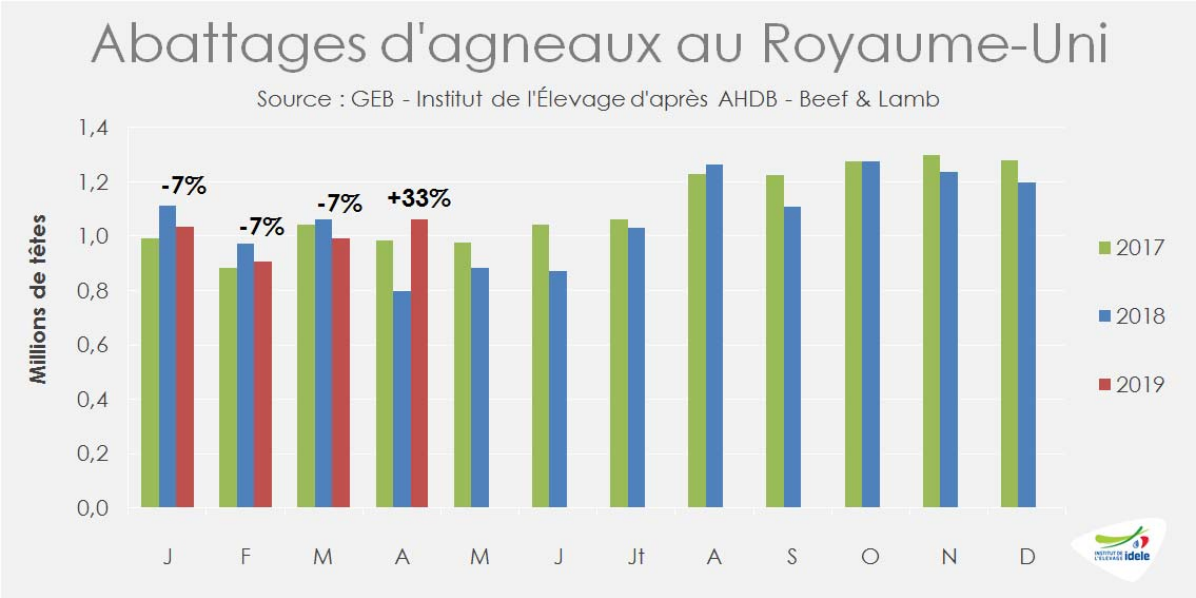
Viande ovine » UE et monde »

Les exports néozélandais chutent vers l'UE

Le dynamisme des achats chinois limite fortement les volumes de viande ovine néozélandaise expédiés vers le marché européen.

Royaume-Uni : sursaut des abattages pour Pâques…

Après une chute de 7% au 1er trimestre 2019, conséquence de la baisse des naissances en 2018, les abattages d'agneaux ont grimpé de 33% en avril au Royaume-Uni (à 1,06 million de têtes), en raison du décalage de Pâques et de l'arrivée des agneaux de la nouvelle saison.

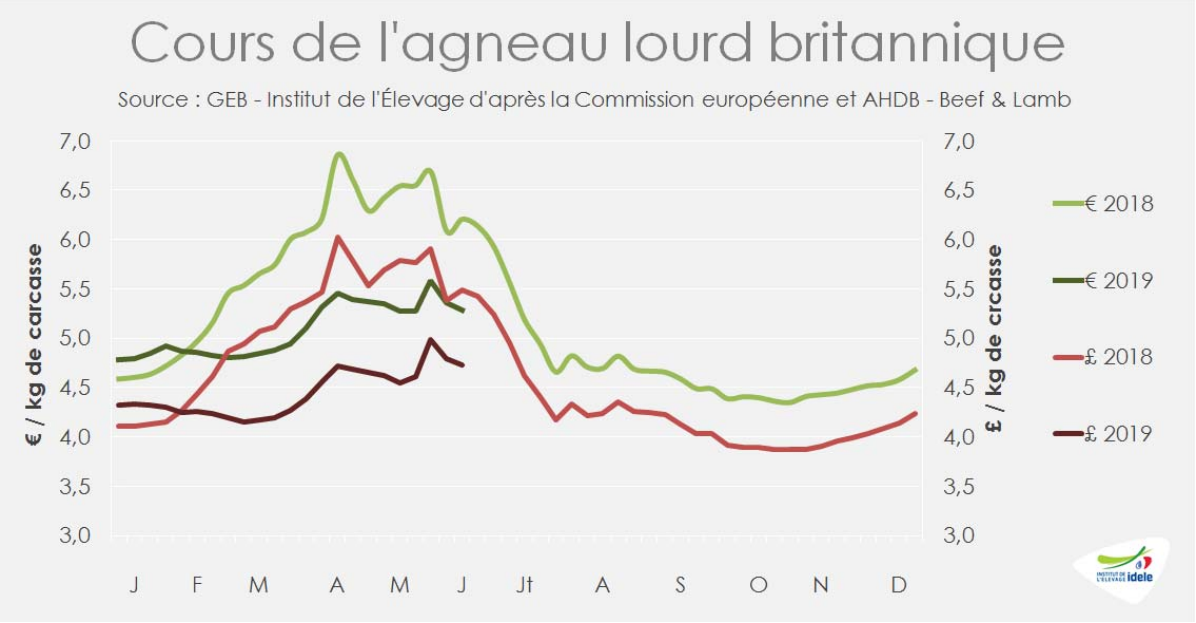


À 133 000 têtes, les abattages d'ovins adultes étaient également en hausse de 13%, de même que les poids moyens de carcasse (+6% /2018 à 21,0 kg pour les agneaux ; +16% à 28,3 kg pour les ovins adultes), portant la production britannique de viande ovine à 26 100 téc en avril, soit 39% de plus que l'année précédente.

En cumul sur les 4 premiers mois de 2019, la production britannique de viande ovine enregistre ainsi une progression de 8% par rapport à 2018.

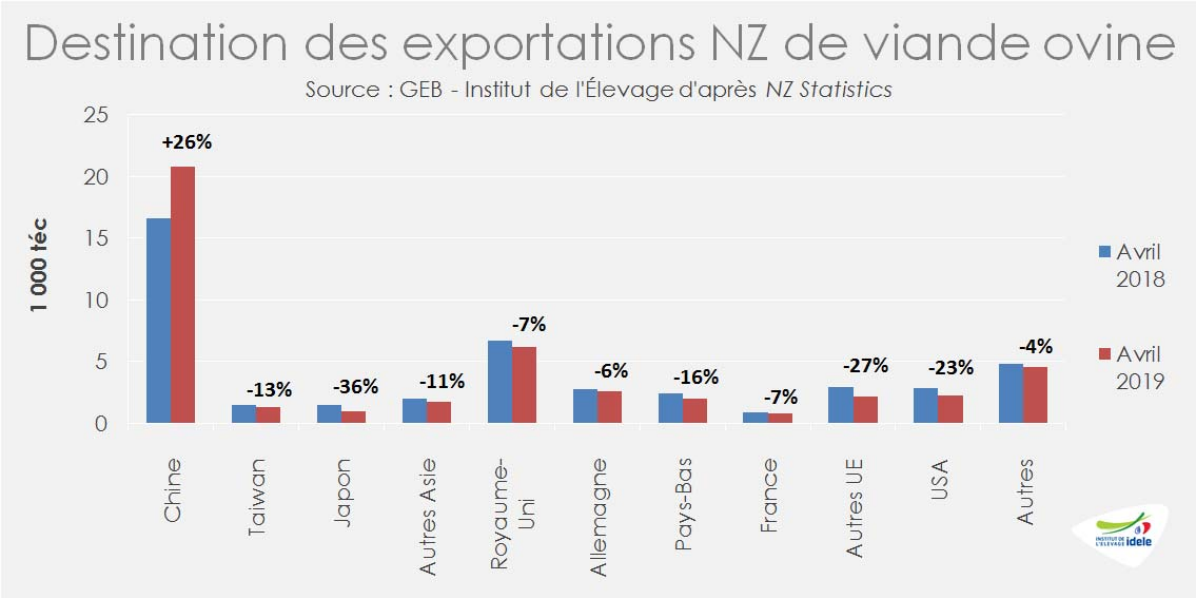
…Et les cours repartent à la baisse

Le bond des sorties d'agneaux de la nouvelle saison pèse sur les cours britanniques. Le recul par rapport à 2018 est d'autant plus marqué que les cotations étaient très élevées l'année dernière, en raison du manque d'agneaux au 1er semestre. À 4,73 £/kg de carcasse début juin, la cotation de l'agneau lourd au Royaume-Uni était ainsi inférieure de 14% à son niveau de l'année précédente, soit un recul de 15% en monnaie européenne, à 5,28 €/kg de carcasse.



Nouveau recul des envois néozélandais vers l'Union européenne

Malgré le recul de la production (-15% /2018, à 41 100 téc en avril), l'utilisation de stocks de report congelés a permis à la Nouvelle-Zélande d'exporter davantage en avril (+1% à 45 400 téc). En forte progression vers la Chine (+26% à 20 800 téc), les envois ont toutefois à nouveau plongé à destination de l'Union européenne (-12% à 13 700 téc).



En cumul de janvier à avril 2019, les exportations néozélandaises de viande ovine ont ainsi augmenté de +2% par rapport à l'année précédente, avec néanmoins des évolutions contrastées selon les destinations (-14% vers l'UE à 28 ; +24% vers la Chine).

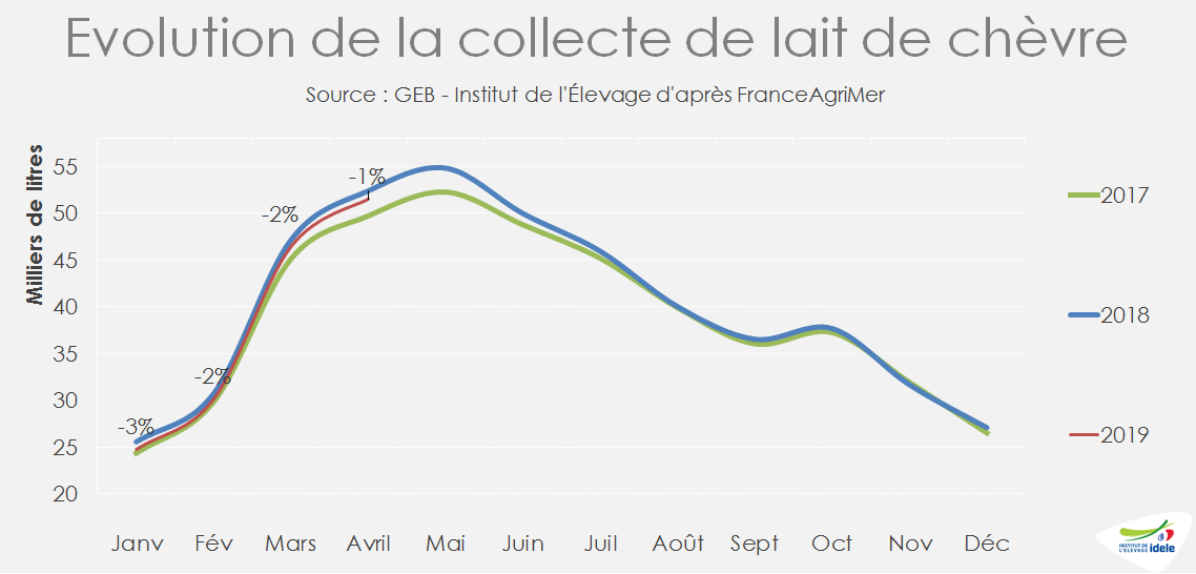
Des marchés porteurs pour le lait comme pour la viande

Les productions caprines sortent leur épingle du jeu en ce début d'année. Le secteur laitier est marqué par des approvisionnements tendus, mais les transformateurs ont bien maintenu leurs fabrications et la valorisation des fromages progresse sur le marché domestique.

Le secteur de la viande de chevreau a été marqué par une date de Pâques tardive, mais la demande à l'export a tiré le marché… et les prix.

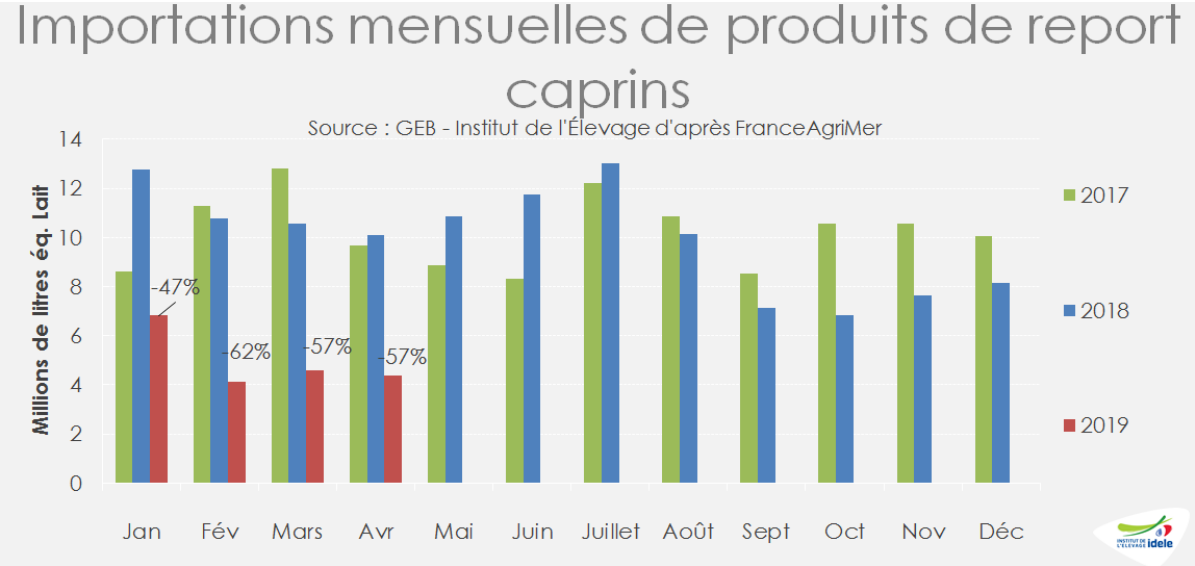
Un marché domestique dynamique

Malgré une collecte baissière en France et l'effondrement des importations, les fabrications de fromages de chèvre se sont bien maintenues, au détriment de la reconstitution des stocks de produits de report. Alors même que les disponibilités se tendent, la dynamique de la consommation domestique tire le marché.



Une collecte toujours baissière

A 153 millions de litres fin avril, la collecte cumulée de lait de chèvre a baissé de 2% par rapport à 2018, soit près de 3 millions de litres. Malgré un cheptel haussier selon l'enquête cheptel du SSP de fin 2018, la mauvaise qualité des fourrages distribués en début d'année a freiné les performances zootechniques des chèvres. Par ailleurs, ce repli est accentué en cette période de hausse saisonnière de la collecte par un effet « décalage des naissances » début 2019, qui a entrainé un retard de démarrage des lactations. La baisse de collecte dans l'Hexagone semble en effet ralentir, à seulement -1% en avril contre près de -3% en janvier et -2% en février et mars. On devrait ainsi vraisemblablement assister à une récupération des volumes à partir du pic de collecte de mai.

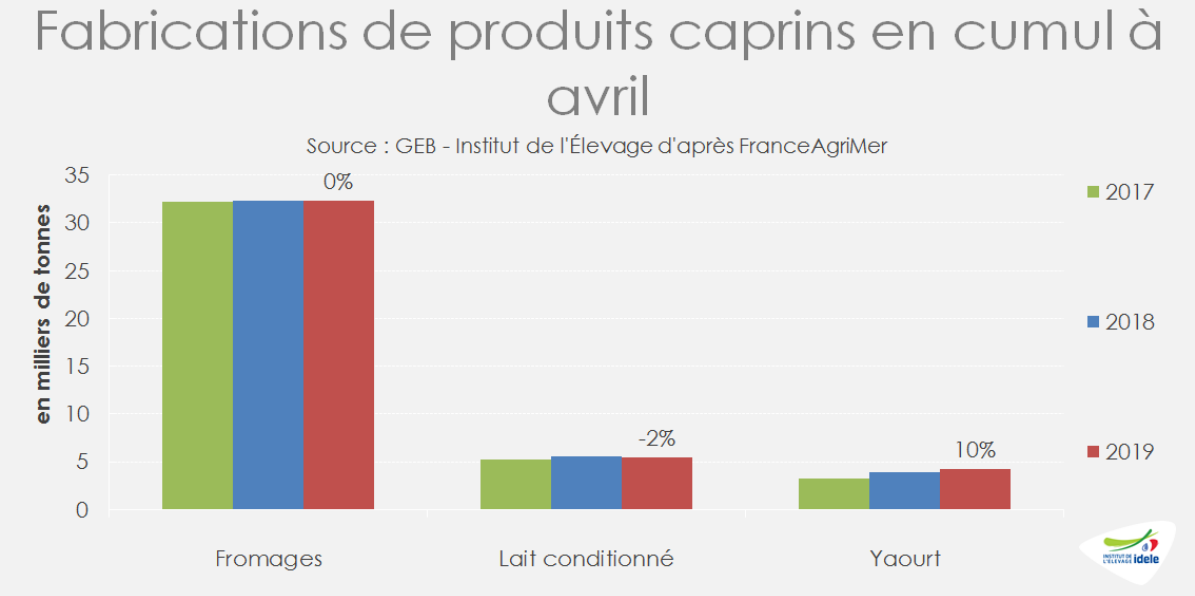


Les importations s'effondrent

Simultanément à la baisse de collecte française, les importations de produits de report se sont effondrées (-55% /2018 ;-24 millions de litres), à près de 20 millions de litres au 1er quadrimestre. Cette chute s'explique par la baisse des disponibilités en Espagne, où la collecte a été amputée de 4% au 1er trimestre (-5 millions de litres), et surtout par l'explosion consécutive du prix du lait espagnol, devenu moins attractif. Au final, la réduction des importations est responsable de près de 89% de la baisse des approvisionnements des transformateurs français, qui ont atteint 173 millions de litres en cumul sur 4 mois, soit un niveau similaire à celui des années 2013 et 2014 marquées par une pénurie de fromages de chèvre. Afin de fournir le marché en produits caprins, les transformateurs se sont ainsi trouvés dans l'impossibilité de reconstituer les stocks de produits de report nécessaires au maintien des fabrications en fin d'année : à 4 484 t fin avril, ils ont chuté de près de 51% /2018.

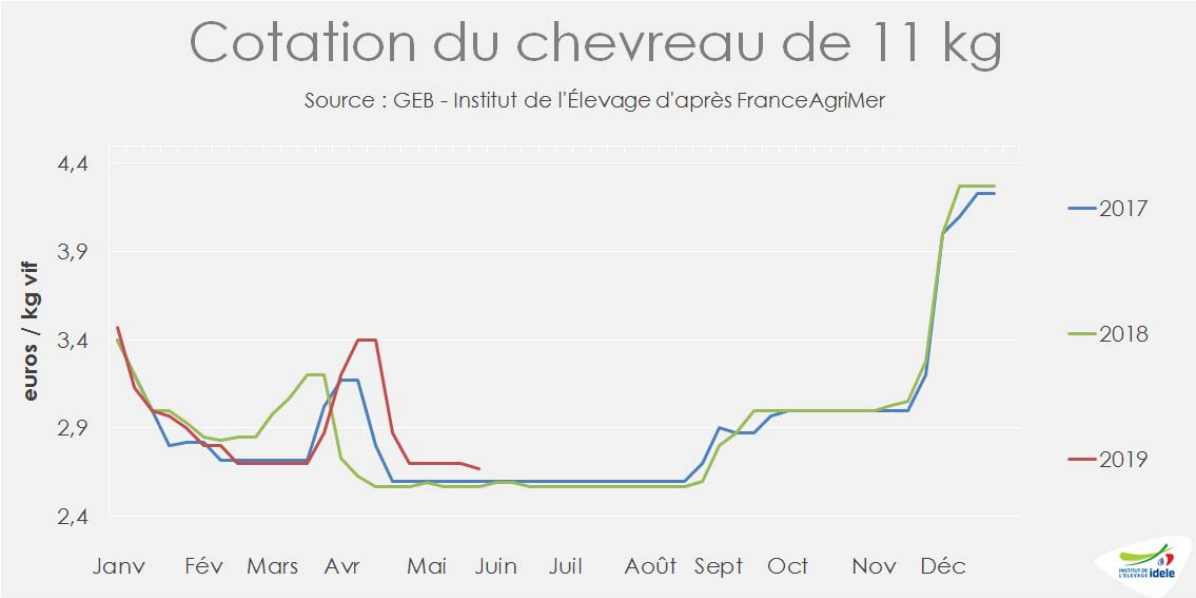
Les fabrications se maintiennent tant bien que mal, pour un marché domestique dynamique

Malgré cet approvisionnement en berne, les transformateurs ont maintenu leurs fabrications de fromages de chèvre à près de 32 000 tonnes cumulées sur le premier quadrimestre. Les transformateurs ont ainsi privilégié un marché intérieur étonnamment dynamique : malgré un prix moyen en hausse de 2%, les achats des ménages ont bondi de près de 2% en volume depuis le début de l'année selon le panel IRI-CNIEL, soit une progression supérieure à la tendance de +1% observée sur les 3 années précédentes. En revanche, les exportations de fromages de chèvre ont souffert de la baisse des disponibilités avec un repli de 10% sur 4 mois, à 8 250 t. Les fabrications de yaourts ont même bondi de 10%, à 4 260 tonnes. Seul le conditionnement de lait de consommation est à la peine, avec un repli de 2% /2018 à un peu plus de 5,4 millions de litres sur quatre mois.



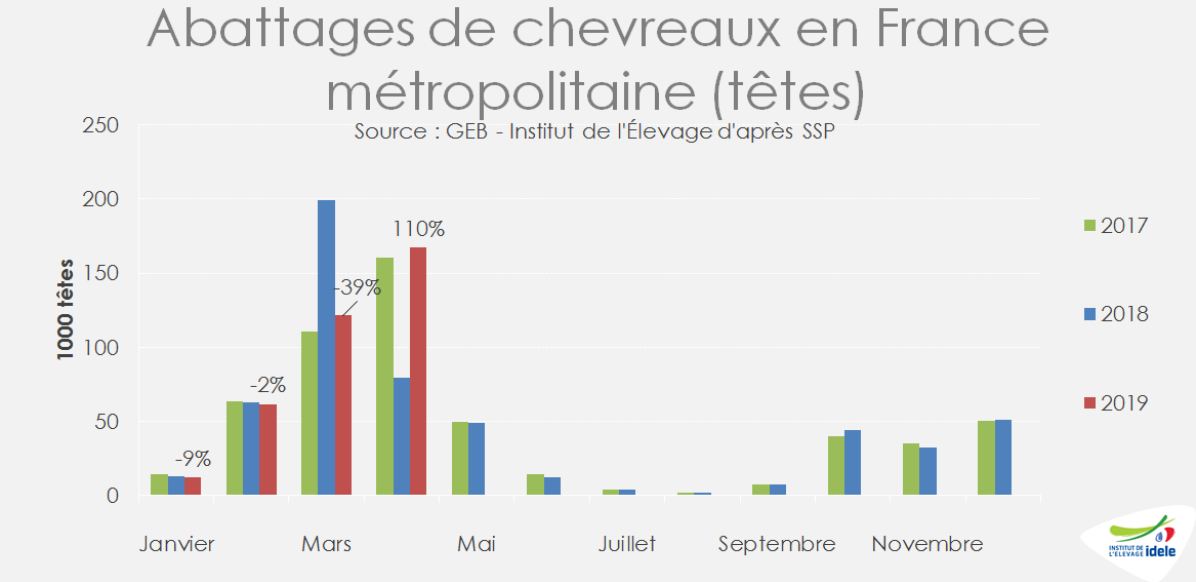
Un marché du chevreau bien orienté à Pâques

Après plusieurs années sous pression, le prix du chevreau engraissé a bien progressé en 2019. La date tardive de Pâques a poussé les opérateurs à congeler davantage de volumes en mars, dont les volumes ont été quasi-intégralement écoulés à l'export.



La cotation du chevreau rebondit

Après plusieurs années sans évolution notable, le prix du chevreau engraissé de 11 kg a connu une nette progression en avril. A 3,40 € / kg vif les deux semaines précédents Pâques, il a bondi de près de 20 cts par rapport au pic pascal de 2018 et de 23 cts /2017. La cotation a ainsi retrouvé le niveau pratiqué entre 2012 et 2015, soit 5 cts sous le record de 2011. Cette hausse devrait booster le résultat des engraisseurs, malgré un prix de la poudre de lactosérum, qui constitue l'essentiel des charges d'engraissement des chevreaux, relativement élevé.



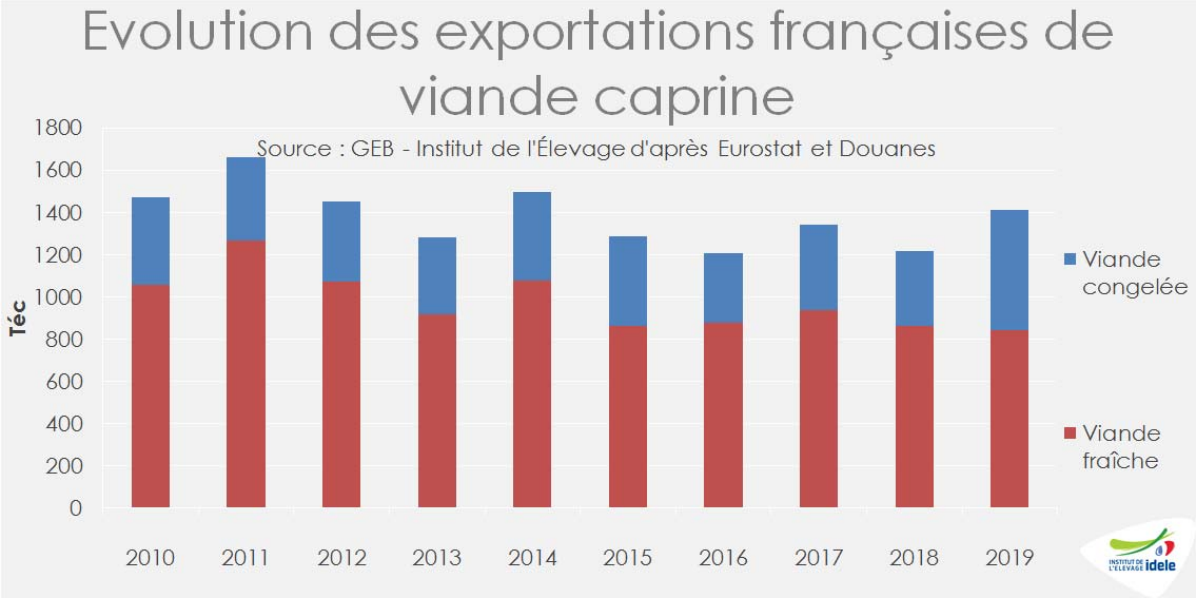
Des abattages en progression

Boostés par des disponibilités abondantes, dans le sillage de la hausse du cheptel de reproductrices, les abattages de chevreaux ont progressé de près de 2% en cumul à avril, à près de 362 500 têtes. Mensuellement, les effectifs abattus se sont effondrés en mars (-39%), puis ont explosé de 110% en avril. La date tardive de Pâques a en effet incité les engraisseurs à garder davantage les chevreaux pour les commercialiser les deux semaines précédant la période pascale, au pic de consommation. Le poids carcasse moyen des chevreaux a ainsi progressé de 4% par rapport au bas niveau de 2018, à 5,8 kg, mais est resté finalement bien maîtrisé. En revanche, une grande partie des volumes produits en mars ont dû être congelés, faute de débouchés en frais.

Des volumes supplémentaires massivement exportés

A près de 1 410 téc de janvier à avril, les exportations cumulées de viande caprine ont bondi de près de 16% d'une année sur l'autre (+ 190 téc). Les envois de viande fraîche ont cependant reflué de 2%, à 843 téc, impactés par l'érosion graduelle de la demande italienne.

Mais les expéditions de viande congelée ont explosé (+59%), notamment pour nourrir un marché portugais qui confirme son statut de 1er acheteur de viande caprine française. Les exportateurs ont bénéficié du repli des expéditions grecques, pénalisées par un cheptel dont l'érosion graduelle limite les disponibilités. De plus, les chevreaux abattus en Grèce ont vraisemblablement davantage été commercialisés sur le marché intérieur en raison de la proximité de la date des fêtes pascales catholique et orthodoxe dans un pays qui a enfin renoué avec la croissance économique. Ainsi, les exportations de viande caprine française ont été mieux valorisées, avec un prix moyen en hausse de 1,4% à 7,22 €/kg sur 4 mois. La viande fraîche s'est échangée à 7,59 €/kg éc en moyenne (+3% /2018), contre 6,68 € / kg éc (+1%
/2018) pour la viande congelée.



Deux Dossiers Économie de l’Élevage sur les marches mondiaux du lait et de la viande

Marchés mondiaux du bœuf : retour vers le futur ?

À observer l’évolution des flux mondiaux des viandes bovines, on a le sentiment de remonter 15 ans en arrière, avec le retour aux premiers rangs des exportations du Brésil, de l’Australie et des États-Unis et même de l’Argentine qui revient du diable Vauvert…, et le reflux des exportations indiennes.

Mais ce n’est là qu’une vision superficielle. Le véritable moteur des marchés est l’envolée de la demande asiatique, sans précédent côté chinois, mais qui concerne également des destinations beaucoup plus anciennes, et bien plus qualitatives, comme le Japon ou la Corée du Sud.

Autre changement d’ampleur sur les marchés de la viande bovine, la demande pour les bovins vifs ne cesse de flamber, bien au-delà des destinataires traditionnels. Ce qui suscite en réaction les protestations des associations welfaristes, en UE, mais aussi en Australie ou en Israël.

Les marchés ont été ballotés par des vents contraires en 2018 et durant le premier semestre 2019. D’abord des tempêtes géopolitiques : la politique monétaire et fiscale de l’Administration Trump a asséché les liquidités dans un grand nombre de pays émergents aux fondamentaux fragiles. Ainsi, les monnaies argentine et turque coulaient littéralement, tandis que le Real brésilien prenait l’eau. Cela a boosté à court terme les exportations sud-américaines, tout en nourrissant une inflation galopante dans ces pays. La demande turque s’est concentrée un temps sur le vif Sud-américain avant une fermeture précipitée du marché début 2019, et l’Égypte se remet très difficilement d’une crise de même nature. En outre, la surtaxation des importations chinoises aux États-Unis a détourné les flux de soja (la Chine s’approvisionnant désormais en Amérique du Sud) mais, curieusement, pas (encore) ceux de viande bovine.

Les menaces sont lourdes sur l’ensemble des marchés mondiaux, tant géopolitiques, climatiques, sanitaires ou monétaires. Pourtant le dynamisme de la demande ne se dément pas, en viande comme en vif. Non, il n’y a pas de retour vers le passé, mais tout un futur à écrire, à commencer par les négociations commerciales internationales dans les mains de la future Commission Européenne !

Marchés mondiaux des produits laitiers : la canicule a asséché les stocks européens.

Comme en 2017, la Chine et l'Union européenne ont encore joué un rôle majeur sur les marchés mondiaux des produits laitiers. Cependant en 2018, les échanges se sont rééquilibrés après une année 2017 marquée par une pénurie de beurre et une surabondance de poudre de lait.

D'une part, la Chine, malgré une croissance économique qui se normalise progressivement, manifeste toujours un fort appétit en produits laitiers que sa production nationale ne peut satisfaire faute de rentabilité suffisante des grands élevages. Malgré une administration tatillonne, elle est demeurée le débouché majeur de supplémentaires sur le marché mondial, réalisant à elle seule (Hong Kong compris) près du ¼ du commerce mondial des produits laitiers en volume comme en valeur. Elle a réduit ses achats de produits étatsuniens, suite au conflit commercial avec l'Administration Trump, en sollicitant davantage la Nouvelle-Zélande et l'UE- 28.

De l'autre, l'UE-28 a contribué à l'assainissement des marchés des produits laitiers, qu'elle avait plombés trois ans auparavant avec la fin des quotas laitiers. La longue canicule estivale qui a sévi sur toute l'Europe du Nord a émoussé le dynamisme de la production laitière et ralenti la collecte pendant six mois (de septembre 2018 à février 2019). Dommageable pour les éleveurs, cet incident climatique majeur a facilité la remise en marché par la Commission européenne des stocks d'intervention de poudre maigre accumulés en 2016. Vendus à bas prix, ils ont retardé le redressement du prix des protéines laitières.

En 2019, l'anticyclone sur les marchés des produits laitiers parait solide. La ressource laitière progressera modérément dans les bassins excédentaires. La demande semble ferme malgré une croissance économique mondiale moins forte. Cependant deux menaces, l'issue du Brexit et l'évolution des relations sino-étatsuniennes, pourraient assombrir les marchés laitiers.